Vol 18 # 09 • Du 28 Août au 3 Septembre 2024

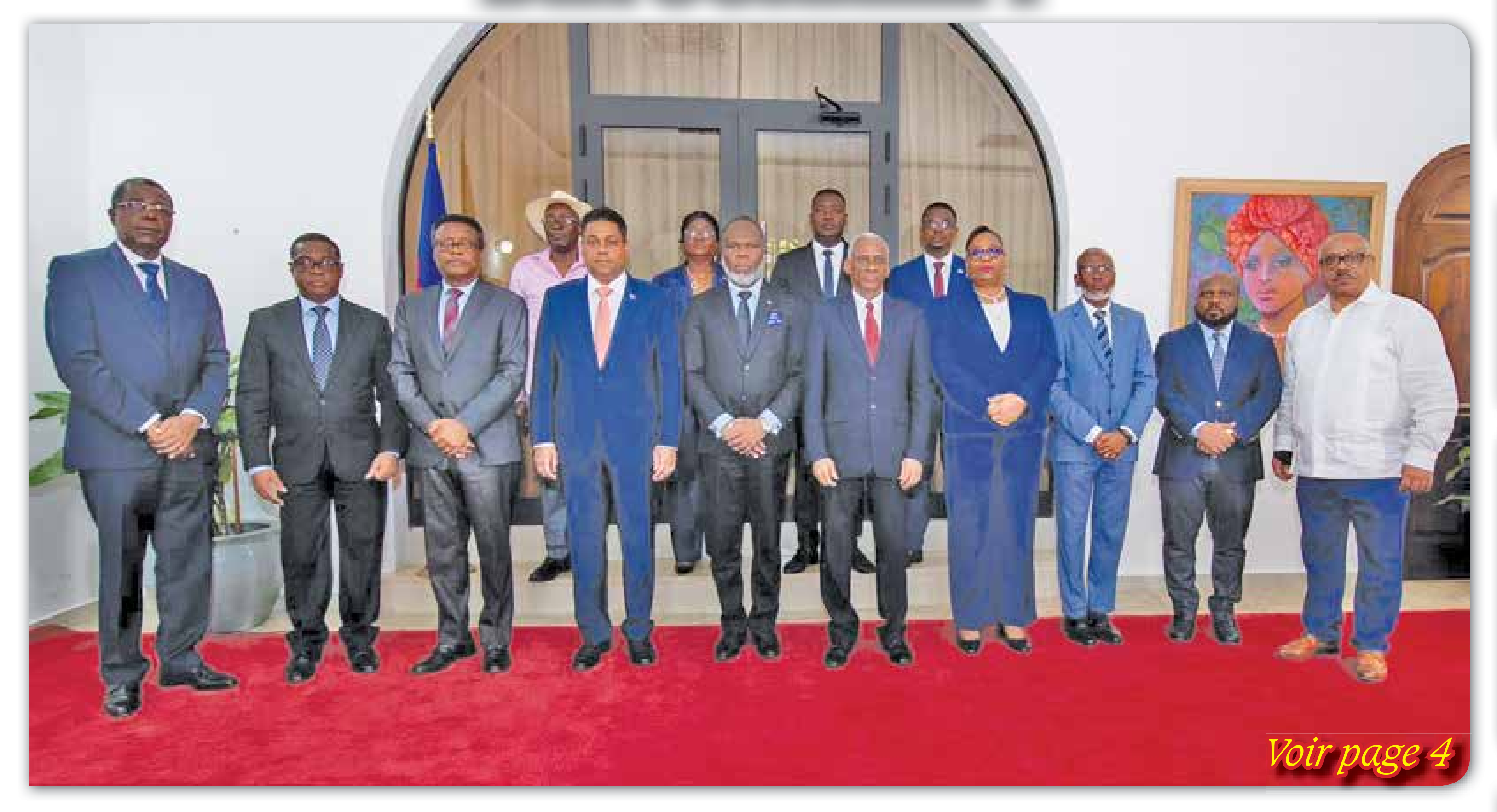
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA CONFÉRENCE NATIONALE DÉTOURNÉE !



Voir page 4

Installation le vendredi 23 août 2024, des membres du Comité de pilotage de la conférence nationale, à la Villa d'accueil par le Conseil présidentiel de transition (CPT)

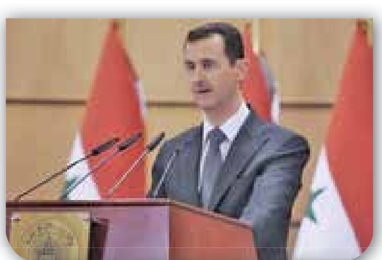
GARRY CONILLE EN VISITE DANS LE GRAND-NORD



Voir page 3

Le Premier ministre Garry Conille debout sur le stand du Canal de Dignité à Ouanaminthe









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Une illustration de plus de la domination impérialiste en Haïti !

Par Berthony Dupont

Ce n'est pas un accident de l'histoire, si la République d'Haïti dans lequel règne un pouvoir désuet, corrompu et pourri, a fini par arriver au bord du gouffre. Tout a été mis en œuvre pour que nous sombrions dans cette lugubre situation, allant même jusqu'au chaos total. Ce projet a été un véritable succès, il nous a amenés là où les forces obscures le voulaient. Mais, malgré tout, la résistance haïtienne a obligé l'impérialisme à redoubler d'efforts pour renforcer sa présence par une sorte d'ingérence à outrance, ce qui, malheureusement, a placé le pays dans une arriération socio-économique profonde.

Cette ingérence politique de l'impérialisme occidental ne pouvait être mieux illustrée que lors de la rencontre qui a eu lieu le samedi 24 août 2024 au siège de la Primature, entre le Premier Ministre, Dr Garry Conille, accompagné de la ministre des Affaires Etrangères et des Cultes, Mme Dominique Dupuy, de l'ambassadeur Américain en Haïti, M. Dennis H. Hankins et de M. Sidi Diawara du Burkina Faso, expert onusien des questions électorales qui a occupé des postes de direction dans plusieurs organisations internationales, dont Oxfam, NDI, TrustAfrica, IFES et le PNUD.

Selon une note publiée sur le site Facebook du bureau de communication du Premier ministre, l'objectif de cette réunion a été de discuter du processus et des préparatifs liés au projet de Conférence nationale, de la réforme constitutionnelle et de l'organisation des élections générales dans le pays. Un tel agenda politique ne relève-t-il pas tout simplement de la souveraineté nationale d'un État ? Maintenant, la question est : que viennent faire ces personnalités étrangères dans ce domaine relevant exclusivement de la souveraineté haïtienne? Que vient chercher un diplomate étranger à une quelconque réunion sur la mise en place des institutions haïtiennes s'il n'est pas partie prenante du pouvoir en place ? A toutes ces interrogations, la réponse est claire : ces individus n'ont pas leur place.

Dans la mesure où, aucun ambassadeur haïtien ou autre d'ailleurs ne peut en aucune circonstance et sous aucun prétexte participer à une pareille réunion à Washington. Concernant les joutes électorales américaines, il ne peut même pas donner son avis sur tel ou tel candidat. Alors, sous quel critère cela peut-il être possible, arriver et être accepté en Haïti, si ce n'est par l'irresponsabilité des renégats criminels qui ont renié et vendu leur patrie à des forces étrangères ?

La décision d'organiser une Conférence Nationale ainsi qu'une réforme constitutionnelle et l'organisation des élections générales reviennent particulièrement aux haïtiens qui devraient s'asseoir ensembles autour d'une table et décider en commun accord comme une élite responsable et digne pour discuter et réfléchir sur l'avenir de leur pays. Quelque pays que ce soit, fût-il la première puissance mondiale, ne devrait pas y être invité. Pourtant le représentant américain en Haïti jouant son rôle de Proconsul ou de Gouverneur, est présent et participe avec son soi-disant expert. Dans quel but et pour quoi faire ? Tout d'abord, on imagine assez mal qu'un représentant étranger ait pu participer à une telle planification sans qu'on l'ait invité.

Alors, la question qu'on doit poser au Premier ministre, c'est qui a invité Hankins et Diawara ? Avant même d'avoir la réponse, on peut en déduire que rien d'étonnant, si ce ne sont eux qui ont convoqué le soi-disant chef du gouvernement fonctionnant en tant qu'Administrateur colonial des Etats-Unis d'Amérique en Haïti. Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser que le Premier ministre Conille qui dirigeait cette soi-disant réunion n'était là, en réalité, que pour recevoir des directives de ces diplomates étrangers.

En fait, ce qui s'est passé à la Primature n'est pas l'expression d'une simple ingérence mais bien d'une manifestation dévoilant le caractère de soumission et d'allégeance des prétendus dirigeants haïtiens acceptant sans équivoque la domination de l'impérialisme américain.

C'est dans cette même veine que l'ambassadeur américain en Haïti en visite dans le Nord du pays le mardi 20 août 2024 dernier se moquait des Haïtiens au sujet des sanctions imposées par le Département du Trésor des États-Unis à l'encontre de l'ancien Président Michel Martelly. N-a-t-il pas déclaré que « Nous avons pris tout ce temps pour imposer des sanctions à Michel Martelly car nous voulions nous assurer que toutes les preuves étaient rassemblées et que la décision prise était justifiée. ». Cette attitude de Hankins et sa déclaration aberrante voire cocasse sont d'autant plus significatives qu'elles exprimaient probablement une offensive diplomatique de sorte que le gouvernement appliquerait les consignes de leurs patrons, leurs maitres à penser à Washington.

La présence de l'ambassadeur à cette réunion accompagnant l'expert électoral de l'ONU Sidi Diawara ne sera assurément pas sans lendemain. Cela étant, il n'y a pas de doute que cette réunion viserait à étouffer toutes les voies progressistes de façon à relancer les procédés de recolonisation effective du pays. L'essentiel est de reconnaitre cette menace et d'y faire face en unissant les masses travailleuses, les forces progressistes et anti-impérialistes luttant pour la défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du pays pour contrecarrer cette offensive.

En vérité, la profonde crise sociale, économique et politique que traverse Haïti ne sera pas résolue par des initiatives ou interventions de l'impérialisme américain ou par des façades d'organisations internationales à son service comme l'ONU, l'OEA ou la CARICOM. Bien au contraire, toutes ces manœuvres à dessein ne font que plonger le peuple haïtien plus profondément dans la misère, le chaos et l'assujettissement à l'impérialisme. Cette réunion est un nouveau chapitre de la longue crise d'ingérence et d'oppression impérialiste américaine sur le territoire national pour falsifier notre histoire. Cette domination américaine est la conséquence de l'incapacité des élites sociopolitiques responsables de l'effondrement de l'État haïtien.

Or, l'objectif primordial de cet encombrant voisin est d'éviter qu'Haïti puisse entreprendre la voie d'une véritable indépendance politique et économique afin qu'elle puisse exercer souverainement son autorité sur le territoire national. Quel que soit l'écho que cette initiative suscitera, elle constituera un exemple et l'illustration de la mainmise complète de l'Administration américaine sur les institutions haïtiennes tout en accentuant la déstabilisation du pays. L'urgence est de se débarrasser de cette domination impérialiste, bouter le colonialisme hors de cette terre qui nous est sacrée. Car, c'est la seule condition pour assurer le salut du peuple haïtien.

Garry Conille en visite dans le Grand-Nord



Garry Conille arrive sur le Canal de Dignité construit par le peuple haïtien sur la Rivière massacre



La délégation du Premier ministre Garry Conille au Cap-Haitien d



Juste après sa visite dans le Grand-Nord, Garry Conille a tenu une réunion de travail avec ses ministres



Présentation de la feuille de route du gouvernement de Garry Conille, le 22 août 2024, lors d'une séance de travail au cours de sa visite au Cap-Haïtien



Réunion avec certaines personnalités et autorités locales de la région dont les responsables de l'Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN)

Par Marie Laurette Numa

Le jeudi 22 août dernier, le Premier ministre Garry Conille s'est rendu dans la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien à la tête d'une délégation composée de certains membres de son gouvernement notamment le ministre de l'éducation nationale et de la Formation professionnelle Antoine Augustin et de celui des Affaires Etrangères et des Cultes, Dominique Dupuy, tous deux originaires du Nord. Il était également accompagné de son chef de cabinet Nesmy Manigat et des membres du corps diplomatique, incluant des représentants des États-Unis, du Canada, de la France et de l'Espagne, du Chili, de la Suisse, des Nations Unies et de l'Union Européenne pour ne citer que ceux-là.

Quel a été l'objectif de cette visite du jeudi 22 au samedi 24 août 2024? Cette tournée serait selon le gouvernement de présenter la feuille de route gouvernementale et de discuter des priorités pour le développement du Nord. Il s'agissait d'effectuer une évaluation des infrastructures au niveau des départements du Nord et du Nord-est, leur potentiel économique et touristique afin de mieux articuler et de mieux orienter les actions gouvernementales en matière de développement de la Région Nord. *On est là pour visiter officiellement la région et envisager ensemble des options de solutions afin d'apporter des réponses appropriées aux enjeux socioéconomiques et sécuritaires du pays. Le Nord est l'une des priorités dans les perspectives d'actions de développement intégré et intégral du gouvernement»*

Tout d'abord le Premier ministre a visité l'Hôpital universitaire Justinien et le Centre culturel José Marti. Il en a également profité pour rencontrer et dialoguer sur la crise du pays avec certaines personnalités et autorités locales de la région dont les responsables de l'Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN) et de l'Office National de l'Aviation Civile (OFNAC).

Le lendemain vendredi 23 août 2024, il s'est rendu dans le département du Nord-Est où, il a visité particulièrement le Parc industriel de Codevi à Ouanaminthe et celui de Caracol et discuté avec leurs responsables.

Des membres des syndicats des travailleurs ont profité pour déclarer à la presse leurs soucis *« Nous espérons que la visite du Premier ministre Garry Conille permettra une nette amélioration en ce qui concerne les conditions de travail et l'application des lois ayant rapport à la protection des travailleurs du secteur textile haïtien »*

Il a également effectué une courte visite de 10 minutes sur le canal d'irrigation en construction sur la rivière Massacre à Ouanaminthe, dans le département du Nord-Est. C'est le premier officiel qui s'est rendu sur ces lieux depuis le début des travaux en août 2023. Ce que l'ancien Premier Ministre déchu Ariel Henry n'avait jamais daigné faire pour encourager les paysans.

Cependant, il n'y avait aucune préparation même pour rencontrer le comité de gestion du Canal de sorte qu'il ait pu renseigner. Ce fut presque une visite démagogique, dans la mesure où le gouvernement n'avait rien préparé en cette circonstance. Le Premier ministre a seulement laissé entendre : *« Aujourd'hui, je suis venu voir, écouter et comprendre »*

Au retour du Nord-est, le cortège du Premier ministre a été justement bloqué par des étudiants du campus Henry Christophe de Limonade. Les étudiants voulaient forcer le Premier ministre à visiter le campus universitaire pour constater l'état du campus et son environnement. De sorte que les responsables de l'État haïtien prennent leur responsabilité dans le pays. Comme il a promis de revenir et d'intervenir afin de tout résoudre, on lui a enfin laissé la chance de partir.

Quelles seront les retombées de cette visite de Garry Conille dans le Grand-Nord ? Il s'agit d'attendre pour voir si la démagogie va continuer. Cependant, il a tenu une réunion d'urgence le lundi 26 août 2024 à la Résidence Officielle de Musseau avec les ministres des Affaires Étrangères et des Cultes, des Travaux Publics, Transports et Communications, de l'Agriculture et des Ressources Naturelles pour discuter avec ces ministres sur le Département du Nord. Espérant que ce n'est pas du bluff continu qui est également à la base de sa visite dans le Grand-Nord.

La conférence nationale détournée !



Turneb Delpé, dirigeant du Parti National Démocratique Progressiste d'Haïti (PNDPH), véritable promoteur de l'idée de Conférence nationale

Par Isabelle L. Papillon

Le vendredi 23 août 2024, à la Villa d'accueil, le Conseil présidentiel de transition (CPT) a installé les membres du Comité de pilotage de la conférence nationale. Il est évident de rappeler la genèse de cette idée de conférence nationale qui voulait être un nouveau contrat social c'est-à-dire un grand pas pour se mettre ensemble afin de trouver des solutions concrètes et durables aux problèmes du pays.

C'est l'ancien député Turneb Delpé, dirigeant du Parti National Démocratique Progressiste d'Haïti (PNDPH), véritable promoteur de l'idée de Conférence nationale en tant qu'un instrument de combat pour changer les régimes politiques existants. Depuis lors, dans tous les couloirs politiques, même les corrompus de la classe politique traditionnelle ne cessent de le paraphraser allant même jusqu'à ajouter au thème Conférence nationale, l'adjectif *« souveraine »* une façon sans doute de se démarquer de la tutelle de l'empire américain.

Dans la mouvance politique de 2002, Jean Wilberson Timothée, secrétaire exécutif du Collectif pour la Conférence Nationale Haïtienne Souveraine (CNHS) soulignait dans un document de référence du Collectif titré ABC de la Conférence Nationale haïtienne souveraine, dans lequel on pouvait lire : « *Que faut-il entendre par Conférence nationale? Lieu de rencontres de tous les secteurs de la vie nationale et des représentants des pouvoirs de l'Etat, de l'administration publique, des différents départements géographiques du pays et de la diaspora pour un débat structuré sur l'ensemble des crises structurelles, institutionnelles et conjoncturelles du pays dans la perspective d'un nouveau Pacte social, la Conférence Nationale est porteuse. C'est une dynamique. Une vision. Une projection sur l'avenir qui pourrait présenter Haïti autrement. Ils ont dit «Conférence nationale haïtienne souveraine»? La Conférence Nationale sera organisée par les Haïtiens et entre les Haïtiens. Elle sera de surcroit souveraine. La nature même de son organisation lui conférera ce caractère. Mieux: les résolutions qui en résulteront s'imposeront d'autorité à l'Etat Haïtien et au peuple haïtien.* » Quel souhait !

Sur les antennes de la Radio Galaxie, le 24 janvier 2005 sur cette même notion de Conférence Nationale, Turneb Delpé lui-même avait insisté que son parti *« Le PNDPH veut rappeler à tous les Haïtiens qu'une conférence nationale est la dernière chance pour qu'Haïti soit sauvée afin que certains pays de la communauté internationale ne trouvent pas le prétexte ultime qu'ils recherchent pour montrer que nous sommes des incompétents et nous faire à nouveau tomber sous la domination d'un pays étranger, comme on en parle aujourd'hui dans de nombreux médias étrangers. Cela veut dire que nous ne pouvons pas oser laisser passer cette dernière chance en laissant le gouvernement Alexandre-Latortue entraîner le pays dans une confusion qu'il veut appeler dialogue national. »* Les idées qu'il adressait à la classe politique traditionnelle seraient de sorte qu'elle relève la tête devant les pays qui dominent Haïti pour qu'enfin ce soit le peuple qui décide de son avenir.

Malheureusement, c'est le contraire qui est en train d'être charpenté avec le Conseil présidentiel mis en place par les puissances tutrices pour renforcer leurs desiderata et défendre leur intérêt politique. Il est clair que le régime de facto en place n'est pas gouverneur de son destin politique. Cela indique que tout ce qu'il entreprendra aura le sceau du colonisateur car ce régime est l'allié objectif de l'impérialisme le plus vil, le plus dépendant, le plus soumis de tous les temps.

Le Comité de pilotage de la conférence sera chargé entre autres : « de réviser la Constitution de 1987 en vigueur ; d'élaborer un nouveau projet de société, et également d'établir de nouvelles relations entre l'État et la société haïtienne. » Les membres de ce Comité de pilotage de la Conférence nationale nommés ultérieurement par arrêté le 25 juillet 2024 ont été installés par le Conseil présidentiel. Ce sont: l'ancien Premier ministre Monsieur Enex Jean-Charles, président; Monsieur Joram Vixamar, membre ; Monsieur Amary Joseph Noël, membre ; Monsieur Pierre Antoine Louis, membre ; Madame Norah Jean François, membre ; Madame Widline Pierre, membre ; Monsieur Gédéon Charles, membre et Madame Christine Stephenson, membre. Cette dernière avait décliné sa nomination, mais on ne l'a pas encore remplacée à ce que nous sachions. Ne sont-ils pas les mêmes laquais au service de la domination impérialiste du pays ?



Le président du Conseil présidentiel Edgar Leblanc Fils s'adressant aux membres du Comité de pilotage de la conférence nationale



Le Premier ministre Garry Conille s'exprime sur la conférence nationale par devant l'ambassadeur américain Dennis H. Hankins et de l'expert en question électorale, le burkinabè M. Sidi Diawara

Cette conférence nationale qui avait fait naître tant d'espoirs dans la population haïtienne. On avait même ajouté à dessein l'adjectif « souveraine » pour le canaliser dans le sens des aspirations populaires pour se débarrasser une fois pour toutes de la domination impérialiste. Ce n'est pas par hasard que l'ambassadeur américain M. Dennis H. Hankins et M. Sidi Diawara du Burkina Faso se sont réunis avec le Premier ministre Garry Conille, le jour après leur installation pour rassurer au Premier ministre l'orientation politique du comité de pilotage de la Conférence Nationale.



Cérémonie d'installation des membres du Comité de pilotage de la conférence nationale

En somme, l'idée de conférence nationale comme le rêvait Turneb Delpé qu'on avait surnommé *'Monsieur Conférence Nationale'* a été justement kidnappée par les agents des puissances dominantes pour être détournée et désorientée. C'est cette même confusion que Delpé dénonçait en 2005, que le Conseil présidentiel veut insinuer dans le pays aujourd'hui. Pire, il n'utilise pas le concept *dialogue nationale* mais bien *Conférence Nationale*, une manœuvre tendant à tromper la vigilance du peuple.

Lors de l'installation des membres du Comité de pilotage de la Conférence Nationale, le président du Conseil présidentiel Edgar Leblanc Fils a parlé dans l'abstrait sans aucune substance de changement de cap « *la tâche qui vous attend est à la fois laborieuse et noble. Je compte sur votre patriotisme pour lequel aucun sacrifice n'est trop grand, pour mener à bien les travaux de la conférence nationale qui ouvrira la voie à un nouveau départ pour notre pays* », a-t-il fait savoir.

D'ailleurs, quelle crédibilité va-t-on faire au projet de Conférence nationale, quand l'une des personnalités qui installaient les membres du Comité en l'occurrence le conseiller présidentiel Smith Augustin est soupçonnée de graves actes de corruption ? Lui qui dans son discours de circonstance a déclaré que *« la conférence nationale, que ce Comité de pilotage a pour mission de guider, représente un dispositif participatif exceptionnel où chaque acteur, chaque association, chaque organisation, chaque mouvement et chaque groupe d'intérêt sera habilité à débattre des problèmes fondamentaux du pays en vue d'une meilleure organisation de la société et d'un meilleur fonctionnement de l'État»*

Rien à espérer de cette fuite du Conseil présidentiel sous la houlette de l'impérialisme américain. Quant à l'avenir, rien ne changera dans la mesure où se sont les mêmes mentalités de soumission, de courbettes face à l'impérialisme qui continueront leur traditionnelle funambulerie. Il ne saurait y avoir de changement sans tout d'abord poser le problème de la domination impérialiste plus que centenaire qu'il faut éradiquer en s'attachant aux idéaux de libération nationale du peuple haïtien.

Nous pouvons déjà avancer que systématiquement, ce projet de conférence nationale kidnappé ne sera pas souverain c'est-à-dire anti-impérialiste et n'accouchera rien de positif pour les masses populaires puisqu'il est détourné et sera justement dominé par les mêmes exploiteurs, les mêmes agresseurs et bourreaux du peuple haïtien au service du système capitaliste.

Un Budget 2023-2024 de Sous-développement!



Les agriculteurs haïtiens ont besoin de l'aide du gouvernement, mais le ministère de l'Agriculture d'Haïti n'a reçu que 6,2 % du budget pour l'exercice 2023-2024.



La Banque de la République d'Haïti (BRH), la banque centrale d'Haïti. Un énorme 9,3 % du budget a été consacré au service de la dette d'Haïti, soit plus que ce qui a été alloué à n'importe quel ministère au service du peuple haïtien.



Un couloir sale et aride de l'hôpital général d'Haïti. Alors que les établissements de santé du pays sont presque inexistants, seulement 6,4 % du budget a été alloué à ce secteur.



Une colline érodée et déboisée typique sur laquelle les paysans cultivent des cultures en Haïti. Le ministère de l'Environnement n'a reçu que 1,2 % du budget actuel.

Par Henriot Dorcent

Tout d'abord commençons par admettre que l'État en Hayti n'est pas un État Haytien, Un État national, qui cherche à améliorer les conditions de vie de la population; c'est un État prédateur au service du capital local et multinational pour maintenir le pays dans un sous-développement chronique et faciliter la domination impériale des puissances occidentales néocolonialistes.

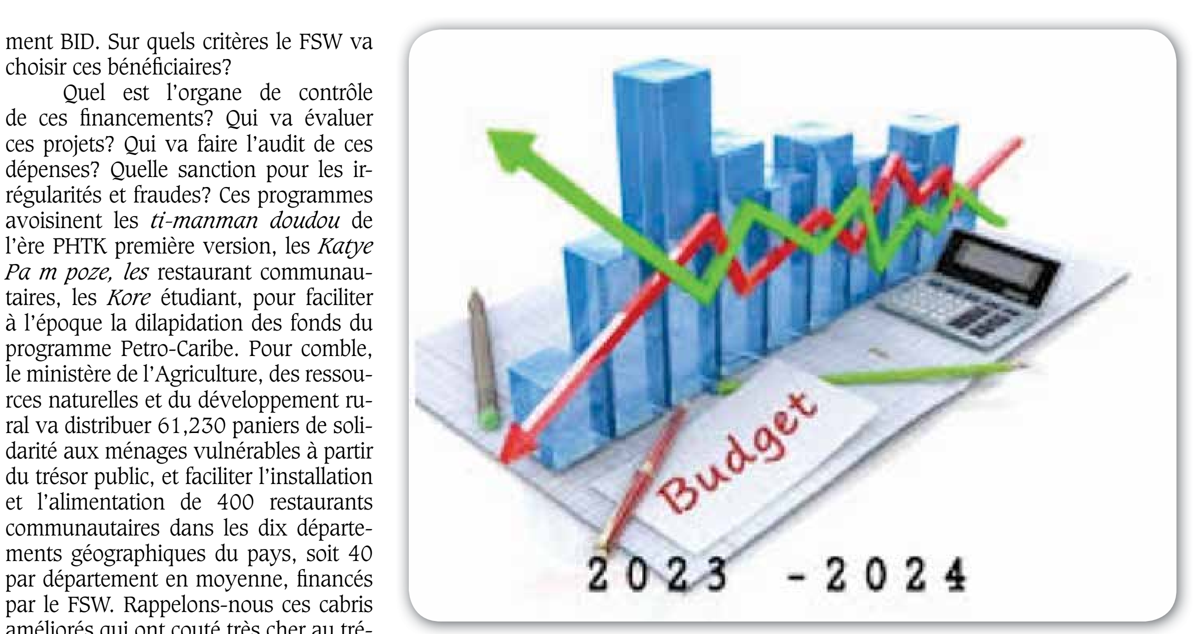
En absence d'un Parlement légalement constitué, il n'y a pas de budget légitime ni légal. Alors l'État prédateur va utiliser les sophismes pour parler de budget rectificatif ou de budget reconduit, et d'un coup un budget rectificatif 2023-2024 adopté en conseil des ministres d'un gouvernement qui ne jouisse d'aucune légitimité, basé sur un consensus politique initié par la politique étrangère des USA, présenté aux pays vassaux de la CARICOM, et proposé pour adoption inconditionnelle aux *restavèk* Haytiens des partis politiques traditionnels qui ne s'intéressent qu'à refaire leur santé économique au détriment des intérêts supérieurs de la nation.

Le budget rectificatif 2023-2024 a subi une réduction de 20.5% par rapport au budget initial et illégal reconduit de 2023-2024, soit 254,8 milliards de gourdes comparé aux 320,5 milliards de gourdes, pour le dernier mois de l'année fiscale qui prend fin le 30 septembre 2024.

Et le gaspillage des maigres ressources financières du pays va continuer à travers des projets bidons et la corruption renforcée dans les activités non transparentes de transfert monétaire non conditionnel à plus de 25, 000 ménages, appui financier à 35,000 ouvriers de la sous-traitance, subvention ciblée d'environ 25, 000 transporteurs en commun, transfert monétaire à plus de 280,000 parents d'écoliers dans les écoles nationales de 7 des 10 départements du pays à travers le programme FOOD SCHOCK WINDOWS(FSW) de la banque interaméricaine de développement BID. Sur quels critères le FSW va choisir ces bénéficiaires?

Quel est l'organe de contrôle de ces financements? Qui va évaluer ces projets? Qui va faire l'audit de ces dépenses? Quelle sanction pour les irrégularités et fraudes? Ces programmes avoisinent les *ti-manman doudou* de l'ère PHTK première version, les *Katye Pa m poze, les* restaurant communautaires, les *Kore* étudiant, pour faciliter à l'époque la dilapidation des fonds du programme Petro-Caribe. Pour comble, le ministère de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural va distribuer 61,230 paniers de solidarité aux ménages vulnérables à partir du trésor public, et faciliter l'installation et l'alimentation de 400 restaurants communautaires dans les dix départements géographiques du pays, soit 40 par département en moyenne, financés par le FSW. Rappelons-nous ces cabris améliorés qui ont couté très cher au trésor public sous le régime PHTK.

Le service de la dette publique interne et externe accumulée par le régime PHTK et alliés est de 9.30% des dépenses de l'État, soit 23,608,760,747gdes; plus que les crédits du Ministère de L'économie et des finances, 16, 358, 812, 871 gdes soit 6.4% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère de l'agriculture , des ressources naturelles et du développement rural, 15, 810,024,014gdes soit 6.2% des dépenses de l'État; plus que les dépenses du ministère du commerce et de l'Industrie, 1, 854,080,338gdes soits0.7% des dépenses de l'État; plus



que les crédits du ministère de l'environnement, 3,126,651,029gdes soit 1.2% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère du tourisme 535, 565, 801 gdes, soit 0.2% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère des affaires étrangères, 7, 770,403,717 soit 3.0% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales 8,418,579,429 gdes soit 3.3% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère de la défense nationale 2,222,075,149 gdes soit 0.9% des dépenses de l'État; plus que les crédits du ministère de la santé publique 16, 350, 972,129 gdes soit 6.4% des dépenses de l'État. Pour un pays en proie à une insécurité publique qui dépasse les capacités de l'État et une insécurité alimentaire chronique, avec des épidémies constantes, une diplomatie domestiquée et vassalisée, un environnement fragile et des déséquilibres et déficits commerciaux, c'est un scandale quand le paiement des intérêts de la dette publique interne et externe est plus élevée que les dépenses de ces ministère régaliens de l'État. Voilà dans ce panorama les racines de notre sous-développement.

Liberté ou La Mort!
La Patrie ou La Mort!

Garry Conille vizite pak endistriyèl Karakol



Garry Conille nan pak endistriyèl Karakol

Premye Minis ayisyen an Garry Conille te fè yon vizit nan pak endistriyèl Karakòl la ak tout nan Kodevi. Se pa travayè yo li t al chache konnen nan ki kondisyon y ap travay, men se solidarite li t al fè ak patwon yo.

Jean-Mary GEORGES Direktè Egzekitif Inite Egzekisyon Teknik la (UTE) ak Mesye Jean-Charles AMSTRONG direktè Pak la te akeyi avèk anpil kè kontan Premye Minis la.

Premye Minis Conille te pran tan pou egzamine ak anpil atansyon enfrastrikti ak aktivite ki fè Pak Endistriyèl Caracol la. Pandan vizit li a, li te rankontre ak reprezantan antrepriz ki nan pak la, li te diskite sou defi ak opòtinite y ap fè fas. Li te eksprime admirasyon li pou pwogrè yo fè epi mete aksan sou wòl enpòtan Karakòl jwe nan ranfòse ekonomi rejyonal la.

Direktè Jean-Marie GEORGES prezante pwojè aktyèl yo ak pèspektiv kwasans pak la, li mete aksan sou inisyativ ki vize pou ranfòse enfrastrikti ak sipòte devlòpman endistriyèl dirab. Premye Minis la reyafime angajman gouvènman an pou sipòte efò sa yo, asire kolaborasyon kontinye pou maksimize benefis ekonomik ak sosyal pak endistriyèl la.

Twa Konseye Prezidansyèl yo te ale devan ULCC



Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin ak Louis Gérald Gilles

Toulètwa Konseye Prezidansyèl ki akize yo, Smith Augustin, Louis Gérald Gilles ak Emmanuel Vertilaire te deside ale nan lokal ULCC, madi 27 out 2024, pou yo reponn kesyon envestigatè yo sou denonsyasyon ansyen prezidan Konsèy Administrasyon Bank Nasyonal Kredi a (BNC), Raoul Pierre-Louis.

Raoul te fè konnen, 3 manm Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an te mande l yon montan 100 milyon goud pou yo kab yo renonmen l nan tèt enstitisyon an. Delegasyon Karikòm ki te Ayiti a mande karebare pou yo revoke 3 moun sa yo. Se nan kontèks sa a, pou fè limyè plis jayi sou kesyon sa a a, konseye Smith Augustin, Gilles ak kòlèg li Emmanuel Vertilaire, te deside ale reponn kèk kesyon kòmsadwa devan envestigatè Inite Anti-Kòripsyon yo.

L'exploitation minière capturée par le Commandement Sud



Le PENTAGONE protège une OTAN en expansion à l'échelle planétaire, vedette de la GUERRE MONDIALE INFINIE

Par Narciso Isa Condé

Le général Laura Richardson, chef du commandement sud du Pentagone, ne se lasse pas de propager que l'intérêt fondamental de cette superpuissance dans la région latino-caraïbe réside dans l'ensemble des minéraux stratégiques, tels que ceux dérivés des terres rares, du lithium, du titane, de l'uranium, silice et autres.

Cette approche est formulée à partir d'un Pentagone, étroitement lié au puissant complexe militaro-industriel, informationnel et financier, qui entretient et profite d'une guerre mondiale sans fin et de la course aux armements ; actuellement désavantagée par rapport à la Chine et à d'autres pays souverains, en termes de possession de ces minerais stratégiques.

N'oublions pas que le PENTAGONE protège une OTAN en expansion à l'échelle planétaire, vedette de la GUERRE MONDIALE INFINIE et de ses chaînes de guerres spécifiques, comme l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Yémen, l'Ukraine...

L'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) est bien plus qu'une alliance militaire atlantique : c'est déjà une



Les terres rares de la République Dominicaine et d'Haïti se trouvent de part et d'autre de la partie sud de la frontière dominicaine-haïtienne

alliance militaire de dimension mondiale, utilisée pour tenter de récupérer par la force l'hégémonie décimée des États-Unis et de l'impérialisme occidental dans notre Amérique, en Afrique, en Asie, et Océanie…

Les États-Unis possèdent 800 bases militaires sur la planète.

L'OTAN s'engage actuellement dans une concurrence agressive avec les puissances émergentes, en particulier contre la puissance économique et militaire croissante de la Russie, de la Chine et de l'Iran, notamment dans le cadre de la guerre en Ukraine contre la Russie.

Cela implique d'énormes dépenses militaires et de grands volumes d'armes terrestres et aérospatiales, de réseaux satellitaires, de systèmes d'espionnage et de communication ultramodernes, qui nécessitent précisément de grands volumes de minéraux stratégiques garantissant les plus hauts niveaux d'efficacité dans les industries de la communication et de l'informatique. -électronique, électrique, aérospatiale et militaire.

Dans les rapports de force, la guerre n'est plus simplement *« la continuation de la politique par d'autres moyens »*.

Dans la logique du Pentagone et de « l'État profond américain » (propriétaires et gestionnaires du complexe militaro-industriel-financier-informatique, quartiers généraux militaires et du renseignement, magnats des grandes entreprises et des banques d'affaires, idéologues et chercheurs), la guerre fait partie de la politique. et la lutte pour le pouvoir à l'échelle nationale et mondiale.

L'État profond américain, de par sa diversité, contrôle la direction du Parti républicain et du Parti démocrate, les présidents et tous les pouvoirs de l'État de l'Union, manipulant sa diversité et ses contradictions.

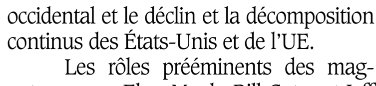
À son tour, comme les États-Unis sont une superpuissance impérialiste à la tête du système impérialiste occidental, il existe un « État profond mondial » qui opère au niveau international comme une puissance supranationale cachée, avec la participation active d'au moins douze familles puissantes et d'autres entités. . *

La guerre est une composante permanente de la domination capitaliste-impérialiste et de ses actions, en constante mutation.

D'où les conceptions et les développements des guerres dites de quatrième et cinquième génération, axées sur les aspects de faible et moyenne intensité et sur la coordination et la combinaison d'une diversité de guerres préventives et offensives, avant de recourir aux guerres conventionnelles de haute intensité et à leurs propres guerres, moyens de destruction ultramodernes, y compris la guerre nucléaire.

Je fais référence aux guerres financières, économiques, commerciales, médiatiques, psychologiques, cybernétiques, biologiques, paramilitaires... souvent combinées ; dans lequel le particulier et l'intégral se mêlent avec des intensités diverses, incorporant dans sa cinquième génération la conquête des esprits, la maîtrise de la pensée individuelle, sectorielle, de groupe et collective.

Dans cette conception de la domination, il n'y a rien d'accidentel dans la connexion du militaire, du technologique, de l'industriel, du psychologique, du médiatique et du financier ; alimentée par l'obsession de la reprise par la force, l'hégémonie affaiblie de l'impérialisme



occidental et le déclin et la décomposition continus des États-Unis et de l'UE.

Les rôles prééminents des magnats comme Elon Musk, Bill Gates et Jeff Bezos, des représentations des multinationales minières, des industries microélectroniques, des sociétés pharmaceutiques et de l'industrie de l'armement ne le sont pas non plus ; en relation étroite avec le PENTAGONE et ses centres de recherche et d'exploration géophysiques, et avec les conseils de ses « think tanks ».

Ce qu'a déclaré le chef de ce département du Pentagone à propos de la faim minière du Pentagone n'est que le reflet de cette réalité face à sa juridiction militaire, qui s'étend de la Floride à la Terre de Feu, en passant par les Caraïbes, la frontière impériale, et spécifiquement pour cette île.

La guerre impériale dépasse la sphère matérielle dans toute cette diversité, pour entrer dans les nouvelles modalités de l'aliénation mentale et de l'inconscience.

Le commandement sud de l'île.

Le décret présidentiel créant une société minière d'État chargée d'émettre des terres rares précieuses et d'autres réserves de minéraux stratégiques vitaux pour les industries microélectroniques, aérospatiales et militaires de dernière génération, présente à mon avis toutes les caractéristiques d'un écran de fumée et d'un faux geste pour dissimuler le fait réel que l'exploitation minière de cette île est piégée dans les réseaux militaires du Commandement Sud du Pentagone.

Outre l'or, l'argent, le nickel, le fer et le cobalt, on trouve en République dominicaine des terres rares (avec leurs 17 éléments) et du titane.

Le journal numérique NOTICIA LIBRE a rapporté et publié en juin 2023 des photographies des équipes du Centre de recherche et développement d'ingénieurs de l'armée américaine et du ministère de l'Énergie et des Mines de la République dominicaine visitant le site de Las Mercedes, situé dans la zone d'exploration de terres rares dans la province de Pedernales.

Ensuite, ce média précisait que *« l'armée américaine a confirmé la forte présence d'éléments de terres rares (REE) en République dominicaine, à la suite d'une étude collaborative entre le ministère de la Défense (DoD), le département d'État (DOS) et le gouvernement dominicain »*. Et il a ajouté que cet effort était dirigé par *« le Laboratoire environnemental du Centre de recherche et de développement des ingénieurs de l'armée américaine (ERDC). ** »*

Une grande partie de ces gisements intéresse fortement le Pentagone et le Complexe Militaire, pour la fabrication d'armes de haute technologie.

En outre, le chef du Commandement Sud a déclaré, avec toute l'impudence du monde, qu'il s'agissait de minerais fondamentaux « pour la sécurité nationale des États-Unis » ; et ce n'est un secret pour personne que les unités militaires américaines explorent des terres rares et d'autres minéraux stratégiques ici et en Haïti.

Les terres rares de la République Dominicaine et d'Haïti se trouvent de part et d'autre de la partie sud de la frontière dominicaine-haïtienne et le titane des deux côtés de la partie nord. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement dominicain a confié à l'armée américaine, d'abord en secret, la fonction d'explorer des zones de terres rares dans la réserve fiscale d'Ávila, près de Pedernales-Cabo Rojo.

L'unité militaire s'est installée dans la zone de «*Las Abejas*». Quelque chose d'absolument illégal, totalement interdit lorsqu'il s'agit d'autres États.

Il est maintenant frappant qu'il s'agisse précisément de la réserve fiscale d'Ávila, la zone choisie pour l'exploration de terres rares par la Société minière de l'État, envisagée dans le récent décret présidentiel numéro 453-24. Quelque chose comme un chevauchement concerté.

Cela ressemble beaucoup à un faux geste de défense de l'intérêt national, destiné à dissimuler la subordination au pouvoir militaire impérialiste.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, de l'autre côté de la frontière, en territoire haïtien, près de la rivière Pedernales, une unité militaire nord-américaine ayant le même objectif est installée depuis quelques temps.

Concernant le titane, « dans la partie nord de la frontière, des deux côtés du MUR ou de la soi-disant « SMART FENCE », il y a du sable et des roches titanifères » et du côté dominicain, à proximité de Pepillo Salcedo, « *une concession d'exploration de titane de 80 km2 a été accordée à un certain Eliezer Lisboa Medina, qui remonte à 2012 et qui est actuellement gérée pour le permis d'exploitation. Elle a été nommée Concession Pepillo Salcedo*



Laura Richardson, chef du commandement sud du Pentagone

*. »

La grande présence de ces minéraux et la situation géostratégique de cette île font partie de ce qui est essentiel pour que la superpuissance nord-américaine renforce son intervention militaire et écrase son droit à l'autodétermination, que ces ressources minérales puissent être exploitées maintenant ou plus tard.

Ils sont valables pour une utilisation immédiate dans les cas possibles et sont valables comme réserve, tandis que la technologie progresse pour séparer ses éléments de la boue rouge, dans le cas des terres rares plus difficiles à traiter ; En plus de ce que signifie l'existence d'or, de nickel, de cobalt, de lithium et de titane facilement exploitables.

C'est pourquoi ce n'est pas une coïncidence si, sous prétexte du mur frontalier et de la crise haïtienne, manipulée par le Pentagone et la CIA, la frontière dominicaine-haïtienne fait l'objet d'une intervention militaire du Commandement Sud et des unités de renseignement israéliennes.

Ce n'est pas non plus qu'Haïti, intervenu militairement 10 fois par les États-Unis au cours des 30 dernières années, soit désormais accablé par la nouvelle phase de « chaos méta-contrôlé », en charge de l'intervention policière au Kenya, sous la tutelle américaine.

Mais il y a plus dans le colonialisme militaire :

-Le ministère de la Défense du gouvernement présidé par Abinader a signé un accord avec le Commandement Sud du Pentagone, dans lequel il s'engage à agir conjointement avec la marine américaine partout où se produirait une « *attaque contre la sécurité nationale américaine* ».

-La présence récurrente des dirigeants du Commandement Sud sur l'île fait déjà partie de la vie politico-militaire quotidienne.

-Le travail de terrain pour comprendre le terrain, le sol et le sous-sol et sur le sol du pays a été réalisé par des manœuvres militaires successives du Commandement Sud, baptisé du nom de «Nouvel Horizon».

-L'USAID-CÍA-DEA-FBI-DEA ont une présence directe dans les points les plus sensibles de l'État dominicain, un État géré avec une logique commerciale et néocoloniale.

-Le Commandement Sud et l'USAID sont chargés de superviser la rénovation du port de l'Atlantique Nord-Ouest (civil-militaire) et les projets énergétiques de Manzanillo, situés dans des zones proches des terres et des roches titanifères ; juste à la frontière maritime atlantique avec Haïti, face à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua, harcelés et attaqués par les États-Unis.

Ici, ils commandent directement le Commandement Sud ; et la CIA, de l'USAID.

Les minéraux stratégiques sont sous le contrôle militaire du Pentagone ; et tout le reste, y compris le décret 453-24 précité, n'est que du pur « divertissement médiatique ».

Et cela est inacceptable pour ceux d'entre nous qui aspirent à un pays souverain, propriétaire de ses richesses et de ses bénéfices !

Notes :

*Les principaux membres de l'état profond dans le monde entier sont :

1.- Famille ROTHSCHILD (basée à Londres, Berlin, Israël)

2.- Famille ROCKEFELLER (basée aux USA, Israël)

3.- Famille MORGAN ????(basée en Angleterre)

4.- Famille WARBURG ????(basée en Allemagne)

5.- Famille LAZARD ????(basée à Paris, France)

6.- Famille MOSES ISRAEL SEIF ????(basée en Italie, Israël)

7.- Famille KUHN LOEB ????(basée en Allemagne, USA)

8.- Famille LEHMAN BROTHERS (basée aux USA)

9.- Famille GOLDMAN SACHS (basée aux USA)

10.- La soi-disant NOBLESSE NOIRE (composée de TOUS LES ROIS D'EUROPE, qui ont du sang ROTHSCHILD).

11.- LA JUDÉO-MAÇONNERIE JÉSUITE ET L'OPUS DEI.

12.- Diverses SOCIÉTÉS SECRÈTES (JUDÉO-MAÇONNERIE, JUDÉO-SATANISME, BILDEBERG CLUB, ILUMINATTI…

Le Global Deep State travaille avec des mégamillionnaires comme Elon Musk, Jeff Bezos, Bill Gate et d'autres mondialistes, les groupes Bildeberg, le CFR et la CIA pour décider quel pays attaquer, quel président tuer, quelle attaque terroriste financer. Quel Etat déstabiliser, quel pays envahir, quelle crise économique provoquer, quel coup d'Etat réaliser, et quelle «PANDÉMIE INVENTER»

**ACTUALITÉS GRATUITES Source :https://www.erdc.usace.army.mil/Media/News-Stories/Article/3428434/erdc-assistes-the-dominican-republic-in-the-exploration-of-rare - éléments terre/

*** Titanium et plus... près de Manzanillo

Narciso Isa Conde, noticiasin.com /17 juillet 2024
Aporrea News 27 Aout 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Les Soldats Kényans débarquent en Haïti

Par Catherine Charlemagne

(19e partie)

25 juin 2024, le jour-J. De la demande de l'ex-Premier ministre Ariel Henry adressée le 9 octobre 2022 au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, déclarant (…) *« Appeler au nom du peuple haïtien à la solidarité agissante des pays amis d'Haïti qui ont la capacité de déployer sans délai une force spécialisée armée internationale pour faire face à la crise humanitaire, notamment en assurant la libre circulation de l'eau, du carburant, de la nourriture et des fournitures médicales depuis les principaux ports et aéroports jusqu'aux communautés et aux établissements de soins. La violence des gangs a provoqué des pénuries de certains produits alimentaires de base. Les activités sont pratiquement à l'arrêt et l'économie du pays est asphyxiée. L'appui que nous sollicitons devrait nous aider à reprendre le contrôle de la situation, à restaurer l'autorité de l'État, à faire respecter la règle de droit et à envisager dans un proche avenir un retour à un fonctionnement normal des institutions démocratiques »*

(…) à l'aboutissement le 25 juin 2024, par son successeur, Garry Conille, le bénéficiaire et dans une certaine mesure, les 9 Conseillers-Présidents du Conseil Présidentiel de Transition, il s'en est passé des choses. Alors que tous fondent leur espoir sur cette force étrangère qui devrait, en principe, sortir le pays du joug des gangs armés qui terrorisent la population et enferment tout le territoire haïtien dans une espèce d'antichambre de la mort qui le tue à petit feu si les dirigeants ne font rien pour le reprendre en main. Comme son prédécesseur Ariel Henry, Garry Conille s'était précipité de saluer l'arrivée de ce premier contingent de la mission en ces termes « *L'arrivée de cette force rentre dans le cadre de la stratégie définie par le mandat du gouvernement de Transition pour rétablir la sécurité dans le pays et faciliter le retour de près de 500 000 personnes dans leurs domiciles, pour organiser la relance du pays et aller vers les élections le plus tôt possible. Au nom du Gouvernement Haïtien et en mon nom personnel, je salue la détermination du Gouvernement Kényan et de son peuple à accompagner Haïti dans la lutte contre l'insécurité qui ronge la société.*

Le Gouvernement et le peuple Haïtien souhaitent que cette mission multinationale soit la dernière qui l'aide à se stabiliser pour le renouvellement du personnel politique et le retour à la démocratie effective. Vive la solidarité entre les peuples ! Vive Haïti ! » En tout cas, leur rêve commençait à devenir réalité quand ils ont été informés par le gouvernement américain à la dernière minute, tout au moins à la dernière heure, sans doute pour ne pas éveiller les soupçons des groupes armés que certains à Washington demeurent persuadés, être en relation avec la plupart des dirigeants haïtiens, qu'un premier contingent de policiers kenyans faisaient route pour Port-au-Prince. Nous sommes le mardi 25 juin 2024. Très tôt, un important dispositif de sécurité avait pris place tout autour des installations aéroportuaires de Maïs Gâté, y compris sur le tarmac de l'aéroport Toussaint Louverture.

Des troupes d'unités spécialisées de la police nationale mais aussi des militaires des Forces Armées d'Haïti (FAD'H) sont déployés tandis que l'on pouvait remarquer, toujours au bord de la piste, des autobus en attente. Ceux qui n'étaient pas dans la confidence imaginaient que ce sont les autorités américaines qui attendaient l'arrivée peut-être d'autres matériels militaires pour poursuivre la construction des bases en perspective de l'arrivée des troupes de la mission comme cela a été le cas tout le long des mois précédents. Mais, d'autres qui écoutaient la veille les nouvelles ou suivaient sur les réseaux sociaux les informations sur Haïti avaient appris qu'un premier groupe de kenyans avait quitté dans la soirée l'Afrique à destination d'Haïti. Alors, ils avaient décidé de faire le pied de grue à distance, histoire de comprendre ce qui se passe. Très vite, leur curiosité allait payer. Il est 9h20, la silhouette d'un gros porteur de couleur blanche se fait remarquer dans le ciel de Port-au-Prince. En approche sur l'aéroport, les badauds habituels et autres curieux de passage accompagnent du regard l'appareil qui entame sa descente.

9h 21, 22, 23, le jumbo-jet à la queue rouge et verte finit par atterrir à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince. La surprise pour les uns, ouf de soulagement pour les autres, l'appareil porte cet écriteau : Kenya Airways. Un homme parmi les spectateurs, sans attendre la sortie des premiers passagers, crie à haute voix : *les Kenyans débarquent* ! En effet, tout le monde avait compris que le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) tant attendue par les dirigeants haïtiens de la seconde Transition après Jovenel Moïse venait de commencer. Après le roulage habituel, l'immense appareil du Kenya Airways s'immobilisa presque au beau milieu de la piste. Quelques instants après, un nombre impressionnant d'hommes en treillis militaires, à la mine grave, armés jusqu'aux dents, portant leurs fusils en bandoulière, munis aussi de sacs à doc, de lunettes noires pour la plupart dont il était impossible de savoir s'il s'agissait de militaires ou uniquement de policiers, comme cela avait été annoncé depuis le début du processus, sont descendus par la passerelle et allaient se placer en formation sur la piste. Ils étaient au nombre de 400 policiers ou soldats. Ils font partie d'une tête de pont qui sera suivi des milliers d'autres dans la mesure où l'effectif est prévu pour un nombre allant de 2 500 à 5 000 hommes.

Ces agents n'étaient pas les seuls à faire ce long voyage jusqu'aux Antilles. Sur place, l'on a remarqué qu'un certain nombre de personnes non revêtues d'uniforme militaire descendait également le Jumbo-Jet de la compagnie Kenya Airways, probablement du personnel civil. Après une petite cérémonie et un passage en revue des troupes, sorte de présentation des policiers kenyans aux officiels haïtiens, les autocars ont emmené dans leurs bases situées non loin de l'aéroport à Clercine ceux qui sont arrivés en éclaireurs dans une mission dont ils ne savent pas comment ils s'en sortiront. Le même jour, c'est-à-dire, le mardi 25 juin 2024, les dirigeants haïtiens avaient manifesté leur contentement et leur espoir tout en remerciant les autorités kenyanes de l'envoi de ce premier contingent. Dans l'après-midi, en effet, le chef du gouvernement intérimaire, Garry Conille, avait reçu à la Primature, Mme Monica Juma, la cheffe de la Délégation kenyane au sein de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti qui a fait le voyage en compagnie des policiers kenyans, pour une conférence de presse commune. Après les salutations d'usage et les remerciements protocolaires, d'emblée celui qui s'est placé en véritable boss de la Transition en laissant carrément de côté le Conseil Présidentiel de Transition, qui ne montrait pas, il est vrai, sa capacité à remplir sa mission de chef de l'Exécutif, eut à déclarer durant la conférence de presse : *« Nous remercions le Président William Ruto pour son appui et son engagement envers Haïti en ces moments difficiles. Nous remercions le peuple kényan pour leur solidarité au peuple haïtien. C'est une opportunité unique pour ses deux peuples séparés par des océans mais liés par l'histoire de se solidariser en ces moments. Personne ne doit avoir de doute sur l'objectif de la mission. L'État va reprendre charge et va affirmer son autorité pour que tous les Haïtiens puissent vivre dans la paix dans le pays. Nous devons prendre conscience que cette situation ne peut perdurer, nous devons prendre notre responsabilité face à l'histoire et nous devons projeter une autre image du pays. Nous allons commencer à travailler pour reprendre le contrôle du pays en évitant les heurts quand ce n'est pas nécessaire »*.

Pour sa part, celle qui représente le chef de l'Etat kenyan, William Ruto, et qui est à la fois sa conseillère en sécurité, Monica Juma, s'était réjouie de sa présence sur les terres de Toussaint Louverture et de Jean-Jacques Dessalines pour prendre part à cette mission. D'ailleurs, c'est en créole haïtien et en souahéli (swahili), langue bantoue parlée en Afrique de l'Est, notamment au Kenya, qu'elle s'était adressée à l'assistance et aux journalistes pour dire ses premiers mots : *Sa k pase Ayiti. Hakuna Matata* se traduisant littéralement : Bonjour ou Comment allez-vous ! La cheffe de la Délégation a été très inspirée au cours de cette première rencontre avec les Haïtiens et Haïti, comme elle disait. Elle a fait tout un panégyrique de cette mission conduite par son pays durant laquelle elle tenait à rappeler que ce n'était pas une mission des Nations-Unies.

D'où son appel aux autres nations d'Afrique et de la CARICOM à y prendre part et à apporter leurs contributions matérielles et humaines pour sa réussite. « *La mission du Kenya est de servir comme agent de paix, de stabilité et d'espoir. En tant que nation, le Kenya est animé par un désir fort de démocratie et c'est vraiment important dans ce contexte. Haïti comme tous les autres pays a besoin de paix, de sécurité et de développement durable. Le Kenya reste uni dans notre mission et notre engagement pour soutenir la PNH pour rétablir l'ordre public et la sécurité, pour bâtir des ponts entre nos peuples et nos nations. Nous voyons cette mission comme le début d'une belle relation entre nations sœurs qui ont été séparées historiquement par l'esclavage. Nous croyons que cette mission offre l'opportunité pour protéger le peuple haïtien, pour permettre la circulation des biens et des marchandises, pour faciliter les assistances humanitaires, pour protéger les institutions clés et remobiliser les institutions. Sur le temps écoulé avant le déploiement de ce premier contingent, il était nécessaire de travailler sur le processus préparatoire car la MMAS n'est pas une mission onusienne.*

Il fallait travailler sur la conception ensemble, faire les plans ensemble et finalement nous avons développé les instruments pour faciliter le déploiement. Vendredi dernier, (21 juin) nous avons eu une séance de travail avec le Conseil de sécurité et le même jour nous avons signé un Accord de protection spéciale avec le gouvernement haïtien et après cet acte nous avons fait la demande de déploiement au Président (William Ruto). Comme nation à la tête de cette mission, nous avons sollicité et continuons à solliciter le support de toutes les nations car nous croyons que le rétablissement de la sécurité en Haïti c'est un devoir pour toutes les nations qui croient dans la démocratie, liberté, la justice et la paix durable. Un élément clé de succès pour cette mission, c'est le support du peuple haïtien. Il faut que le peuple haïtien supporte cette mission pour le rétablissement de la sécurité. Le succès de cette mission peut servir de modèle pour la résolution de crise.

Nous sommes confiants qu'entre frères et sœurs nous allons bien mener cette mission pour aller vers des élections » déclarait entre autres Mme Monica Juma. Bien évidemment, le débarquement en Haïti de ce contingent kenyan ce 25 juin a été salué comme il se doit par la Communauté internationale et, en premier lieu, Washington, maître d'œuvre de cette énième mission militaire internationale en un peu plus de trois décennies. C'est-à-dire en 1993 avec le déploiement de la mission conjointe OEA-ONU en Haïti la MICIVIC (Mission Civile Internationale Conjointe). En 1994 avec la MINUHA (Mission des Nations-Unies en Haïti) suivie en 2004 de la MINUSTAH (Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti) et enfin, celle-là en 2024 la MMAS (Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti). L'on n'oublie point les multiples missions diverses et variées plus ou moins restreintes entre 1995 à 2023, entre autres, la MANUH (Mission d'Appui des Nations-Unies en Haïti). La MITNUH, (Mission de Transition des Nations-Unies en Haïti) et la MIPONUH (Mission de Police Civile des Nations-Unies en Haïti) etc.

C'est Maria Isabel Salvador, la Représentante spéciale en Haïti du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et cheffe du BINUH (Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti) qui se faisait la porte-parole de cette Communauté internationale qui avait salué l'arrivée du premier contingent kenyan ce 25 juin 2024 dans la capitale haïtienne. « *Le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) salue l'arrivée, le mardi 25 juin 2024, du premier contingent de policiers, dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dans le pays. Il s'agit d'une étape cruciale dans la lutte pour rétablir la sécurité dans la capitale haïtienne et ses environs, et protéger les droits des Haïtiens. Le BINUH espère le déploiement complet de ladite mission, comme l'a autorisé le Conseil de sécurité de l'ONU.* » Mais, il ne faut pas se tromper. Le vrai chef de cette mission dite internationale demeura les Etats-Unis d'Amérique.

En marge de la conférence de presse commune du Premier ministre haïtien Garry Conille et Mme Monica Juma, cheffe de la MMAS en Haïti pour Nairobi, la Maison Blanche avait repris son droit d'aînesse et imposé sa primauté sur le processus du débarquement. C'est le Président Joe Biden qui, dans un long communiqué, donnait le ton et expliquait le but du déploiement tout en remerciant les pays partenaires qui ont contribué à la réalisation du projet. « *Aujourd'hui, avec le fort soutien des États-Unis, les forces kenyanes faisant partie de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité sont arrivées en Haïti, lançant ainsi un effort qui apportera un soulagement indispensable aux Haïtiens. La violence généralisée des gangs a tué ou blessé des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes. Plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées. La violence basée sur le genre est répandue. Alors que les gangs entravent l'accès aux approvisionnements essentiels, près de cinq millions d'Haïtiens sont désormais confrontés à une grave insécurité alimentaire.*

suite à la page(16)

Haiti's Budget for FY 2023-2024 Reveals the Roots of its Underdevelopment

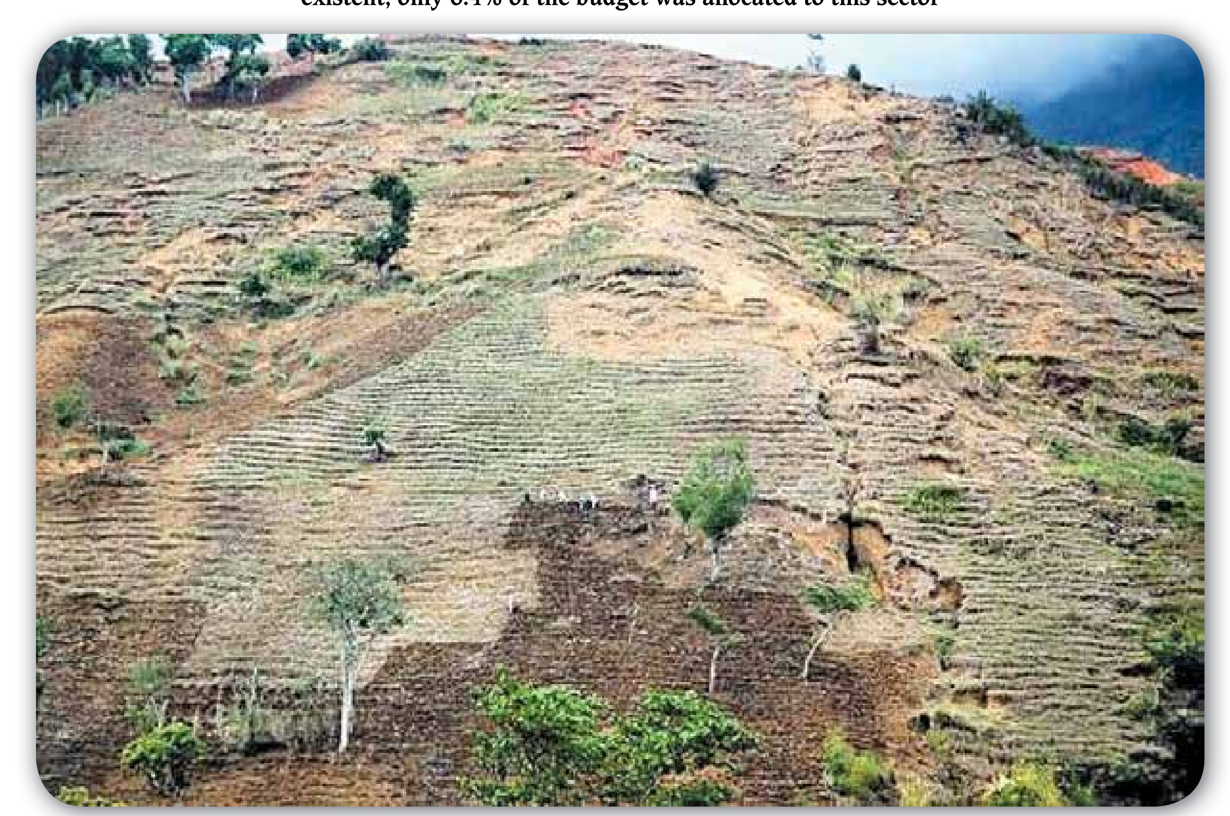


Haitian farmers need government help but Haiti's Agriculture Ministry was allocated only 6.2% of the budget for FY 2023-2024.



People's Dispatch

A filthy, barren corridor in Haiti's General Hospital. While the nation's health care facilities are almost non-existent, only 6.4% of the budget was allocated to this sector



A typical eroded and deforested hillside on which peasants grow crops in Haiti. The Environment Ministry received only 1.2% in the current budget.



Kim Ives/Haiti Liberté

The Bank of the Republic of Haiti (BRH), Haiti's central bank. A whopping 9.3% of the budget went to service Haiti's debt, more than what was allocated to any Ministry serving Haiti's people

by Henriot Dorcent

First of all, let's begin by admitting that the State in Haiti is not a Haitian State, a national State, which seeks to improve the living conditions of its people.

It is a predatory State at the service of local and multinational capital to maintain the country in chronic underdevelopment and facilitate the imperial domination of neocolonialist Western powers.

Without a legally constituted Parliament, there is no legitimate or legal budget. So the predatory State will use sophisms to talk about a "corrected budget" or a "renewed budget," and suddenly this month a "corrected budget 2023-2024" was adopted in the council of ministers of a government that enjoys no legitimacy, based on a political consensus initiated by the USA's foreign policy, presented to the vassal countries of CARICOM, and proposed for unconditional adoption to the Haitian flunkies of the traditional political parties who are only interested in padding their wallets to the detriment of Haiti's higher interests.

The 2023-2024 "corrected budget" was reduced by 20.5% compared to the initial illegal "renewed budget" for 2023-2024. It was only 254.8 billion gourdes ($1.93 billion US) compared to 320.5 billion gourdes ($2.43 billion US) for the fiscal year which ends on Sep. 30, 2024.

Haiti's meager financial resources will continue to be wasted through bogus projects and increased corruption in non-transparent activities of unconditional cash transfers to more than 25,000 households, financial support to 35,000 subcontracting workers, targeted subsidization of around 25,000 public transit operators, cash transfer to more than 280,000 parents of schoolchildren in national schools in seven of Haiti's 10 departments through the "Food Shock Window (FSW) program of the Inter-American Development Bank (IDB). On what criteria will the FSW choose these beneficiaries? What is the control body for this funding? Who will evaluate these projects? Who will audit this spending? What sanctions will there be for irregularities and fraud?

These programs are similar to those during the Martelly era to squander the PetroCaribe funds: programs like *Ti Manman Doudou* (Sweet Little Mama), *Katye Pam Poze* (My Neighborhood is Relaxed), the community restaurants, *Kore Etidyan* (Support Students), etc. To top it all off, the Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development (MARNDR) will distribute 61,230 "solidarity baskets" to vulnerable households from the public treasury, and facilitate the building and supplying of 400 community restaurants in Haiti's 10 geographical departments, or 40 per department on average, financed by the FSW. Let's remember the so-called "improved goats" that cost the public treasury dearly under the PHTK regime.

The **servicing of the internal and external public debt** accumulated by the PHTK regime and its allies is **9.3%** of state expenditures, the costliest item, or 23,608,760,747 gourdes ($179,071,151.78 US);

more than the amount allocated to the Ministry of Economy and Finance, 16,358,812,871 gourdes ($124,080,695.89) or **6.4%** of the budget;

more than is allocated to the Agriculture Ministry, 15,810,024,014 gourdes ($119,918,162.59 US) or **6.2%** of the budget;

more than is budgeted for the Ministry of Commerce and Industry, 1,854,080,338 gourdes ($14,063,097.39 US) or **0.7%**;

more than is budgeted for the Environment Ministry, 3,126,651,029 gourdes ($23,715,476.09) or **1.2%** of the budget;

more than is set aside for the Tourism Ministry, 535,565,801 gourdes ($4,062,237.14 US), or **0.2%** of the budget;

more than is allocated to the Foreign Ministry, 7,770,403,717 gourdes ($58,938,084.82 US) or **3.0%** of State expenditures;

more than the amount to fund the Ministry of the Interior and Local Authorities 8,418,579,429 gourdes ($63,854,461.95 US) or **3.3%** of the budget;

more than the credits of the Ministry of National Defense 2,222,075,149 gourdes ($16,854,317.79 US) or **0.9%** of the budget;

more than what's allocated to the Public Health Ministry, 16,350,972,129 gourdes or **6.4%** of State expenditures.

For a country plagued by public insecurity that exceeds the capacities of the State and chronic food insecurity, with constant epidemics, a domesticated and vassalized diplomacy, a fragile environment and trade imbalances and deficits, it is a scandal when the payment of interest on the internal and external public debt is higher than the expenditures for our sovereign State ministries.

Here are the roots of our underdevelopment.

Liberty or Death! Homeland or Death!

LA SYRIE EST UN CHAMP ESSENT



L'ouverture de la quatrième session législative de l'Assemblée du peuple syrien, le 25 août dernier

Par Bachar al-Assad

À l'occasion de l'ouverture de la quatrième session législative de l'Assemblée du peuple syrien, le 25 août courant, le président Bachar al-Assad a prononcé un discours d'une cinquantaine de minutes dont nous traduisons un extrait concernant la situation syrienne et régionale ; les négociations syro-turques initiées par la Russie, l'Iran et l'Irak pour la normalisation des relations entre les deux pays avec la proposition d'un processus susceptible d'éviter le grand écart entre les déclarations et les comportements de la partie turque ; les leçons de courage et de patriotisme données par la Résistance régionale, notamment par la population palestinienne de Gaza et la population syrienne du Golan syrien illégitimement et illégalement soumises à l'occupation israélienne. (Mouna Alno-Nakhal)



Le président syrien Bachar al-Assad

Tout au long de l'Histoire, le conflit international ne s'est jamais dissipé. Il se calme mais ne s'éteint pas. Aujourd'hui, nous vivons l'une de ses phases ascendantes : conflit de l'Occident avec le reste du monde, conflit des forces hégémonistes et terroristes contre les forces souverainistes et stabilisatrices. C'est parce qu'il est géographiquement et sectoriellement plus global que les guerres du siècle dernier, qu'il est plus complexe et plus profondément impactant sur le monde. Par conséquent, absolument personne ne peut choisir d'éviter ses effets sur l'ensemble des secteurs et domaines politiques, économiques, sécuritaires et culturels.

La Syrie est un champ essentiel de ce conflit. Il l'affecte qu'il soit de haute ou de basse intensité. Et nous avons à choisir entre nous contenter de subir ses effets ou influencer le cours des événements, au minimum à l'intérieur de nos frontières nationales. Pour ce faire, notre capacité ne dépend pas tant de l'équilibre des forces militaires, économiques et techniques, aussi importantes soient-elles, que de l'équilibre de notre volonté face à celle des ennemis.

Cet équilibre naît de la foi en nos capacités nationales et se réalise en œuvrant sérieusement à atteindre nos objectifs avec nos propres moyens par le travail, la production, la recherche de solutions, le rejet de l'impossible, le refus de la soumission aux frustrations et aux circonstances.

Nous avons l'exemple d'une telle soumission dans le discours qui circule au sein des cercles inféodés à l'entité sioniste suite à sa défaite. Ce discours ne découle pas de l'échec militaire et des pertes sans précédent de l'entité, mais découle plutôt du déclin de la foi en son absolue puissance, laquelle s'est transformée en défaite psychologique du fait de l'insistance du peuple palestinien à s'accrocher à sa terre et à un mode de vie quotidien dans des circonstances fondamentalement invivables.

La victoire ou la défaite sont l'âme de la société avant d'être un résultat sur le terrain. Et ce sont la persévérance, la foi et la volonté qui ont brisé la confiance de l'entité en l'avenir de son existence, comme elles ont brisé le processus de la normalisation psychologique du peuple arabe [avec l'entité sioniste], laquelle est à distinguer de la normalisation officielle ; ce qui est un sujet différent apparu au sein de jeunes générations gouvernées par la frustration, la non-appartenance et la soumission absolue à l'Occident et à son protégé : Israël.

Gaza a donné un exemple qui a réveillé ces générations. Elles ont commencé à voir et à lire la réalité d'une manière différente de celle qui a été travaillée par l'Occident pendant de longs siècles. Des siècles d'illusions renversées par des heures d'héroïsme et des mois de résistance fondée sur des siècles d'appartenance. D'où la réaction hystérique et sans précédent de l'Occident, laquelle est venue confirmer qu'Israël n'est qu'une partie d'un projet colonial et que s'il tombe, le projet tombe avec lui.

Ce projet, dont nous ne cessons de parler, est un projet de fin de l'Histoire qu'ils ont promu suite à la dissolution de l'Union soviétique, il y a environ trois décennies, et dont l'essence se résume en quelques mots : la soumission absolue et éventuellement éternelle du monde à l'Occident, en premier lieu aux États-Unis.

Mais ils ont découvert que cette Histoire n'a pas pris fin au Liban, ni en 2000 lors de sa libération [de l'occupation israélienne], ni en 2006 lorsqu'il a brisé leur pouvoir, ni en Syrie qui a résisté face à la guerre la plus féroce menée contre une patrie, ni à Gaza lorsque l'image criminelle de l'armée sioniste s'est révélée.

L'Histoire ne prend fin que lorsque les peuples, leurs causes, leurs droits, leur confiance en eux-mêmes, leurs capacités et leur souveraineté s'effondrent. Et les peuples ne s'effondrent que lorsqu'ils perdent leur appartenance à leur patrie, à leur société, à leur Histoire et à leur idéologie. Notre lutte contre le colonialisme et le sionisme se poursuit, mais commence d'abord en nous-mêmes. C'est une lutte qui habite l'esprit de chacun d'entre nous, car la défaite est une culture, une mentalité, un effondrement psychologique et nerveux face aux pressions et aux défis, un miroir trompeur dans lequel nous nous voyons déformés et incapables.

Par conséquent, notre premier travail consiste à éradiquer la défaite de nos esprits. Ce n'est qu'alors que nous gagnerons les batailles de la libération, de la construction, de l'économie, de la prospérité. Ce n'est qu'alors que nous gagnerons la lutte contre le sous-développement dû à l'incapacité de certains, issus de notre région, à tirer les leçons du passé en tombant dans les pièges dans lesquels nous sommes tombés depuis des siècles. Et c'est ainsi que nous gagnerons la lutte contre la collaboration avec l'ennemi, l'ignorance, la corruption morale, l'étroitesse d'esprit, sans lesquels nul ennemi ou adversaire n'aurait osé s'attaquer à notre région.

La chose la plus difficile que nous ayons eu à faire ces dernières années fut de concilier nos principes avec l'intégration de certains parmi ces gens-là, afin d'éviter davantage de dommages et de couper la route aux ennemis qui respirent de nos différends et se nourrissent de notre sang. C'est pourquoi nous n'avons négligé de traiter aucune initiative visant à réaliser cet objectif de manière positive, même quand la probabilité de son succès était nulle.

La crise mondiale actuelle et ses répercussions sur notre pays nous poussent à accélérer notre travail de réparation de ce qui peut être réparé, loin des sentiments de tristesse et des douleurs dues aux blessures causées par les coups de couteaux d'un frère ou la trahison d'un ami. Et c'est dans cet esprit que nous avons traité les initiatives concernant les relations avec la Turquie lorsqu'elles ont été proposées par la Russie, l'Iran et l'Irak.

La première de ces initiatives date d'il y a environ cinq ans ou un peu plus. Elle a suscité plusieurs réunions, à différents niveaux, sans aboutir à un quelconque résultat significatif sur le terrain de la réalité, en dépit du sérieux des initiateurs et de leur désir sincère de ramener les choses à la normale. Entretemps, chaque jour qui passait sans progrès, les dégâts s'accumulaient non seulement du côté syrien, mais aussi du côté turc, au point qu'il n'était plus possible de les ignorer ou de les nier.

Nous avons traité les initiatives proposées sur la base de nos

TIEL DU CONFLIT INTERNATIONAL



Solidarité du peuple syrien avec le peuple palestinien

principes et de nos intérêts. Des principes et intérêts qui, en l'absence d'intentions nuisibles, ne sont habituellement pas contradictoires entre pays voisins. En effet, la souveraineté et le droit international sont conformes aux principes de toutes les parties sincèrement désireuses de résoudre le problème, et le rétablissement des relations normales consécutif au retrait [de l'occupant turc] ainsi que l'éradication du terrorisme sont dans l'intérêt des deux peuples voisins.

Cependant, il n'est pas possible d'aboutir à un résultat positif sans traitement de la cause. Nous, nous n'avons pas changé de politique, ni avant ni après la guerre. Bien au contraire, tout au long d'environ treize années de guerre nous avons toujours tenu à séparer les orientations du peuple turc des politiques et intentions des responsables turcs. Ce qui signifie que nous ne pouvons pas être la cause de ce qui a changé, car nous n'avons rien changé dans nos orientations et nos intentions. Tout comme nous n'avons pas envoyé des forces occuper les territoires d'un pays voisin pour devoir nous en retirer aujourd'hui, nous n'avons pas soutenu le terrorisme afin qu'il assassine un peuple voisin [le peuple syrien], et nous n'avons pas considéré le peuple voisin [le peuple turc] comme un frère pour cesser de le considérer comme tel aujourd'hui.

Par conséquent, le début de la solution passe par la franchise, non par de faux semblants au titre de la réconciliation, et par la reconnaissance de celui qui a commis la faute, non par l'arrogance. Car comment traiter un problème dont nous ne voyons pas les véritables causes ?

Le désir sincère de rétablir des relations normales nécessite avant tout l'élimination des causes ayant conduit à leur rupture et donc, la modification des politiques ayant mené à la situation actuelle. Ce ne sont pas des conditions, mais plutôt des exigences requises pour le succès du processus. Ces exigences recouvrent nombre d'éléments importants, au premier rang desquels les droits des États. Et, en tant qu'État, nous n'abandonnerons aucun de nos droits en aucune circonstance, comme nous n'exigerons pas que les autres les abandonnent ; ce qui relève d'une même logique.

C'est donc sur de telles fondations que s'édifie la réussite des initiatives précitées : un désir sincère et un changement de politique, ou un désir sincère qui mène à un changement de politique, peu importe la formulation.

Quant aux principes, tout processus de négociation a besoin d'une référence sur laquelle s'appuyer pour réussir. L'absence de résultats consécutifs aux réunions tenues jusqu'ici est essentiellement due à l'absence de référence. Or cette référence pourrait s'appuyer sur des bases convenues entre les différentes parties : le droit international, la Charte des Nations unies, ou d'autres questions qui intéressent les deux parties. Par exemple : les responsables turcs insistent constamment sur la question des réfugiés et la question du terrorisme ; de son côté, la Syrie insiste constamment sur la question du retrait [turc] et aussi sur la question du terrorisme. Autant d'intitulés qui ne nous posent pas problème et qui ne devraient pas en poser aux responsables turcs s'il n'y a pas de mauvaises intentions, comme ils disent.

Lorsqu'un accord sur ces intitulés sera acquis, une déclaration commune devra être publiée suite à une rencontre entre les responsables des deux parties dont le niveau sera déterminé ultérieurement. Cette déclaration commune devra aboutir à la rédaction d'un document regroupant les principes qui constitueraient la base des procédures à suivre pour le développement des relations [entre les deux pays], pour le retrait [de l'armée turc], pour la lutte contre le terrorisme ou d'autres questions intéressant les deux parties.

L'importance de ce document qui devient une référence est qu'il organise les négociations, interdit les manœuvres ou les sautes d'humeur de n'importe quelle partie, et constitue un outil ou une aide sur lesquels les initiateurs des négociations pourront s'appuyer pour que leurs efforts mènent vers le succès. Cette étape proposée par la Syrie est donc celle de l'établissement des bases et des principes qui préparent le succès ultérieur des procédures.

C'est pourquoi il n'est pas vrai que la Syrie a déclaré que si le retrait [de l'occupant turc] n'avait pas lieu, il n'y aurait pas de rencontre syro-turque, comme le répètent des responsables turcs de temps à autre. Un tel discours est loin de la réalité. Nous travaillons sur cette question de manière systématique et réaliste. L'important est que nous ayons des objectifs clairs et que nous sachions comment avancer vers ces objectifs.

Mais quelles que soient les éventuelles avancées, leur base sera la souveraineté, leurs frontières seront la souveraineté, et leur critère sera la souveraineté. Et quand on parle de souveraineté, on parle du Golan.

Ce Golan dont les enfants nous ont donné tant de leçons. Ils ont démontré que l'absence de souveraineté sur leur terre ne signifie pas l'effondrement du patriotisme dans leur conscience, mais plutôt son élévation dans leur échelle des valeurs ; que l'occupation étrangère d'une terre n'implique pas la vente de son honneur ; que le patriotisme n'est ni une apparence ni une prétendue identité, mais une affiliation profondément enracinée, une loyauté et une fidélité.

Ils nous ont donné la leçon la plus éloquente, à savoir que le siège des esprits est plus dangereux et plus meurtrier que le siège des ventres. Car les effets du siège des moyens de subsistance peuvent être atténués par une dignité précieuse, une moralité élevée, une âme fière, des valeurs nationales et un esprit créateur d'idées et de solutions. Quant aux effets du siège des esprits, il peut mener à un suicide de masse et à la vente de la patrie sur le marché politique des esclaves.

Depuis plus de six décennies que le Golan est occupé, ses enfants ont résisté à l'encerclement hermétique, à l'annexion injuste, à l'identité sioniste fasciste, à l'occupant oppressif et sont toujours restés fermement enracinés dans leur conviction, inébranlables dans leur choix, réservant les battements de leur cœur et leur âme à la Syrie et pour la Syrie jusqu'à ce qu'ils retournent vers elle et qu'elle leur revienne.

Nous avons en eux, comme en tous les enfants de la patrie qui la défendent, en nos martyrs et leurs familles, en nos héroïques blessés, en chaque Syrien qui a fièrement résisté, s'est sacrifié sans que sa volonté ne soit brisée, a enduré toutes sortes de souffrances et de douleurs sans vendre sa dignité, et aussi dans les combattants de la Résistance au Liban, en Palestine, en Irak et au Yémen, autant d'exemples, de modèles et de guides à suivre sur le chemin de la libération, de la dignité, de l'honneur et de l'indépendance accomplie.

Dr Bachar al-Assad
Président de la République arabe syrienne
Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal
Réseau International
27 Aout 2024

Déclin : comment le siècle américain s'achève sous nos yeux



Par SL Kanthan

Ceux qui pensent que les États-Unis peuvent se sortir de leurs problèmes par la planche à billets se font des illusions. Cela ne fonctionne que jusqu'à un certain point, tant que le dollar jouit de son « privilège exorbitant ».

« Vous êtes un criminel condamné ».

« Vous êtes un criminel. Vous pouvez devenir un criminel condamné dès que vous quittez vos fonctions. »

« Vous êtes un perdant. Vous avez couché avec une star du porno alors que votre femme était enceinte. »

Non, ce ne sont pas les lignes d'une émission de télé-réalité de mauvaise qualité, mais des extraits du débat présidentiel américain entre Biden et Trump. Le soi-disant leader du monde libre, Biden, 81 ans, marmonnait souvent de manière incohérente et ressemblait à un patient atteint de démence qui devrait être hospitalisé. Cependant, il n'y a pas que Biden ou Trump, l'empire américain lui-même est gériatrique et proche de sa fin. Pour les analystes géopolitiques objectifs, le déclin et la décadence des États-Unis sont évidents depuis un certain temps, mais l'implosion va rapidement s'accélérer et devenir indéniable au cours de cette décennie. Comment la fin de l'empire va-t-elle se produire ?

En 1980, personne en URSS n'aurait prédit la chute de son système. La seule différence entre l'Union soviétique et les États-Unis est que ces derniers ne seront pas démantelés pacifiquement. L'extraordinaire combinaison d'arrogance et de cupidité des oligarques qui dirigent les États-Unis constituera un formidable obstacle à toute négociation pacifique d'une nouvelle architecture de sécurité. Plus important encore, le racisme et l'impérialisme ancrés dans la psyché de l'establishment anglo-américain résisteront fortement à l'acceptation de l'Asie comme nouveau centre du pouvoir mondial (l'épicentre de la prospérité et de l'influence pourrait être l'Eurasie, si l'Europe parvient à se libérer de la domination américaine, ce qui a peu de chances de se produire).

Les Américains sont mauvais en histoire, ils pensent donc qu'ils sont uniques et que le siècle américain durera toujours. Mais tous les empires naissent et disparaissent. Le fait que tous les empires suivent des voies de croissance, de déclin et de mort totalement identiques est plus éclairant. Les empires égyptien, chinois, indien, romain, grec, espagnol, néerlandais, portugais, français, allemand et britannique présentent des similitudes frappantes.

Dans les premiers temps, la paix et la prospérité règnent grâce à la productivité et à l'innovation. À peine sortis d'une relative pauvreté, les gens travaillent dur et épargnent.

Puis la société devient complaisante et le système politique se transforme progressivement en kleptocratie. L'empire a recours à l'endettement et aux guerres de pillage pour compenser la baisse du niveau de vie.

Dans la phase finale, on assiste à un effondrement de la moralité et de l'objectif qui unit la nation. Les dirigeants encouragent la dégénérescence et l'hédonisme pour distraire les masses. La dette monte en flèche, la productivité et l'avantage concurrentiel s'effondrent, les inégalités deviennent criantes, le patriotisme perd de son attrait et la guerre civile se profile à l'horizon. C'est alors que des rivaux disciplinés et déterminés émergent pour défier et finalement vaincre l'empire.

Quiconque observe l'empire américain peut voir à quel stade il se trouve aujourd'hui.

Les piliers de l'empire américain

L'empire américain est - bientôt il faudra dire « était » - le plus grand et le plus puissant de l'histoire de l'humanité. Avec 800 bases militaires dans 140 pays, il a réalisé ce qu'aucun autre empire dans l'histoire du monde n'a pu faire.

Cependant, ce qui soutient réellement l'empire américain, ce n'est pas l'armée, mais le vrai dollar. Créé en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods, le dollar a failli disparaître en 1971 lorsque les États-Unis ont manqué à leurs obligations et abandonné l'étalon-or. Étonnamment, il a été sauvé par l'accord ingénieux du pétrodollar avec l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, le dollar est la monnaie de facto pour la fixation du prix de toutes les matières premières du monde ; cette demande fait du dollar la principale monnaie du commerce mondial et les réserves de change de toutes les nations.

Ainsi, le dollar américain présente deux avantages principaux : (1) il conserve sa force malgré les énormes déficits commerciaux et budgétaires des États-Unis ; (2) il peut être utilisé pour imposer des sanctions et punir les nations qui désobéissent aux États-Unis.

La force du dollar permet d'attirer les meilleurs cerveaux du monde entier, un facteur crucial pour maintenir le leadership des États-Unis dans les domaines de la science et de la technologie. L'innovation, bien sûr, est un pilier essentiel de tout empire.

Il existe également une relation synergique entre le dollar et l'armée américaine. L'hégémonie du dollar permet de dépenser 1 000 milliards de dollars par an pour l'armée et des milliards supplémentaires pour des guerres perpétuelles, qui ne sont pas seulement des programmes de bien-être pour les entrepreneurs militaires, mais servent aussi d'avertissement aux vassaux et rivaux potentiels. « Ne désobéissez pas à l'Empire américain, sinon… ».

Si l'argent et le militaire sont essentiels, le soft power est plus crucial dans un monde de 8 milliards d'individus, qui ont un accès facile à des informations diverses et abondantes. La démocratie est un mot dangereux pour un empire, qui doit donc s'assurer que le peuple (les électeurs) est parfaitement formé pour soutenir l'empire. C'est pourquoi les médias et les réseaux sociaux américains dominent l'autoroute de l'information dans le monde entier.

Cependant, après des années de négligence et d'arrogance, les États-Unis sont entrés dans la dernière phase de l'impérialisme et chacun des piliers évoqués ci-dessus s'effondre en même temps.

L'armée américaine n'est plus écrasante

« Nous aimons la guerre parce que nous sommes bons dans ce domaine. Nous sommes bons à la guerre parce que nous avons beaucoup de pratique. Nous ne sommes bons à rien d'autre », a déclaré George Carlin, le brillant humoriste américain.

Cependant, les États-Unis perdent également leur avantage dans les guerres. Les seuls pays qu'ils peuvent vaincre sont ceux qui sont relativement beaucoup plus faibles, comme l'Irak (qui a été considérablement affaibli après une décennie de sanctions paralysantes), la Libye, l'Afghanistan, etc. L'exemple le plus récent est l'aide apportée à Israël pour mener une guerre génocidaire contre la bande de Gaza sans défense.

Pourtant, regardez comment les États-Unis perdent la guerre par procuration contre la Russie en Ukraine. Le budget militaire annuel des États-Unis et des pays de l'OTAN réunis s'élève à la somme stupéfiante de 1 600 milliards de dollars. C'est 25 fois plus que le budget militaire russe. Pourtant, après plus de deux ans de conflit, la Russie reste invaincue, tandis que l'humoriste Zelenski prévient que l'Ukraine a perdu trop d'hommes et qu'il ne lui reste plus beaucoup de temps. Plus important encore, la Russie est capable de fabriquer plus de munitions que les États-Unis et l'Europe désindustrialisés réunis !

Au Moyen-Orient, les États-Unis ont tenté de créer une « coalition de volontaires » pour vaincre les Yéménites, l'un des pays les plus pauvres du monde. Premièrement, pratiquement aucun pays européen n'a rejoint l'opération « Prosperity Guardian ». Deuxièmement, l'armée yéménite a non seulement résisté aux bombardements américains, mais elle a également abattu des drones américains et a même lancé des missiles balistiques anti-navires contre des porte-avions américains.

Quant aux célèbres entreprises militaires américaines, elles ne peuvent pas produire de missiles, d'avions de chasse et de porte-avions sans les produits et les composants chinois, y compris les terres rares, qui sont essentielles à la quasi-totalité des armes de haute technologie. Comme l'a admis le PDG de Raytheon, son entreprise dépend de milliers de fournisseurs chinois.

La Chine possède aujourd'hui la plus grande marine du monde. Sa capacité de construction navale est 250 fois supérieure à celle des États-Unis. En matière de technologie des drones, la Chine est bien plus avancée que les États-Unis, ce qui a conduit l'armée ukrainienne à rejeter les drones américains au profit des drones chinois DJI.

Plus important encore, la Chine et la Russie disposent de missiles hypersoniques, ce que les États-Unis n'ont pas encore découvert. Si l'on ajoute à ces missiles hypersoniques les 1 000 ogives nucléaires dont disposera la Chine d'ici 2030, on peut parier sans risque qu'il n'y aura pas de guerre chaude entre les États-Unis et la Chine.

En bref, l'empire américain a perdu son avantage militaire. La guerre par procuration en Ukraine pourrait bien être sa dernière guerre. Une fois que la Russie aura remporté une victoire décisive, aucun pays asiatique ne se joindra aux États-Unis dans une guerre contre la Chine. La Pax Americana sera officiellement morte dans un avenir prévisible.

Le dollar américain est menacé par une multitude de facteurs qui sapent sa valeur et son influence

Quant au puissant dollar américain, il est attaqué de toutes parts. Tout le monde essaie de se dissocier du « dollar terroriste », comme l'a appelé le milliardaire indien Uday Kotak. L'effort de dédollarisation s'est accéléré dans le monde entier depuis l'imposition de sanctions draconiennes à la Russie et le vol de trois cents milliards de dollars de devises russes il y a deux ans. Les échanges bilatéraux sino-russes se font désormais à 90 % en monnaies locales : le rouble et le yuan.

Globalement, plus de 50 % de toutes les transactions transfrontalières en Chine sont désormais effectuées en RMB chinois (ce chiffre était pratiquement nul en 2010).

Le choc le plus important pour le pétrodollar viendra du pétroyuan, c'est-à-dire lorsque l'Arabie saoudite et d'autres membres de l'OPEP commenceront à vendre du pétrole et du gaz en échange de yuans chinois. Les ondes de choc qui en résulteront ne doivent pas être sous-estimées. Bientôt, tous les pays adopteront la possibilité de fixer le prix et de vendre les produits de base (du cuivre et de l'or, au blé et au café) en yuans chinois. Le corollaire évident est que les pays réduiront leurs avoirs en dollars et les remplaceront par des yuans.

La dédollarisation ne concerne pas uniquement les rivaux géopolitiques des États-Unis. Par exemple, l'Inde et les pays de l'ANASE se sont également engagés sur la voie de la transformation. Sans parler des BRICS+, qui travaillent sur leur propre système financier alternatif pour contourner le dollar, l'euro et le taux de change SWIFT.

La dédollarisation est l'ultime démocratisation de la finance mondiale.

Effets de la dédollarisation

Comme sur le marché boursier ou dans toute autre activité économique, les gens suivent la tendance et sautent dans le train en marche. Il en sera de même avec la dédollarisation. Et les répercussions de la dédollarisation seront sismiques.

Tout d'abord, la demande de dollars américains et de dette américaine chutera de façon spectaculaire. L'effet immédiat sera une hausse des rendements des obligations du Trésor américain, ce qui décimera le marché des obligations à court terme et, de manière permanente, entraînera une hausse des taux d'intérêt dans l'ensemble de l'économie américaine, y compris des taux des cartes de crédit et des prêts hypothécaires.

La hausse des taux hypothécaires aura un effet très néfaste sur le secteur du logement. Il faut savoir que la valeur totale des logements américains est de 47 000 milliards de dollars. Si les taux hypothécaires atteignent 15 % (le double du taux actuel), l'impact sur le secteur résidentiel et commercial sera catastrophique. Aujourd'hui, les gens oublient qu'en 1981, le taux hypothécaire moyen aux États-Unis était de 18 %.

Les taux d'intérêt affectent le prix de tout. Par conséquent, le coût de la vie montera également en flèche.

Les ménages et les entreprises qui se sont endettés pendant les années où les taux d'intérêt étaient bas seront confrontés à des problèmes financiers monumentaux à l'ère des taux d'intérêt plus élevés.

En outre, les remboursements de la dette publique américaine seront énormes, ce qui entraînera d'importantes réductions des dépenses. En 2024, les paiements d'intérêts sur la dette du gouvernement fédéral américain s'élèveront à un peu plus de 1 000 milliards de dollars. Que se passera-t-il si ces paiements doublent ? Le Congrès réduira-t-il les dépenses sur des postes sensibles tels que la sécurité sociale, Medicare et Medicaid ou les bases militaires américaines à l'étranger ? Les hommes politiques oseront-ils augmenter les impôts et risqueront-ils une révolte électorale ?

Ceux qui pensent que les États-Unis peuvent se sortir de leurs problèmes par la planche à billets se font des illusions. Cela ne fonctionne que dans une certaine mesure, tant que le dollar jouit de son « privilège exorbitant ». Lorsque ce statut exclusif commencera à disparaître, les États-Unis seront contraints d'avaler l'austérité, le mot le plus redouté en économie.

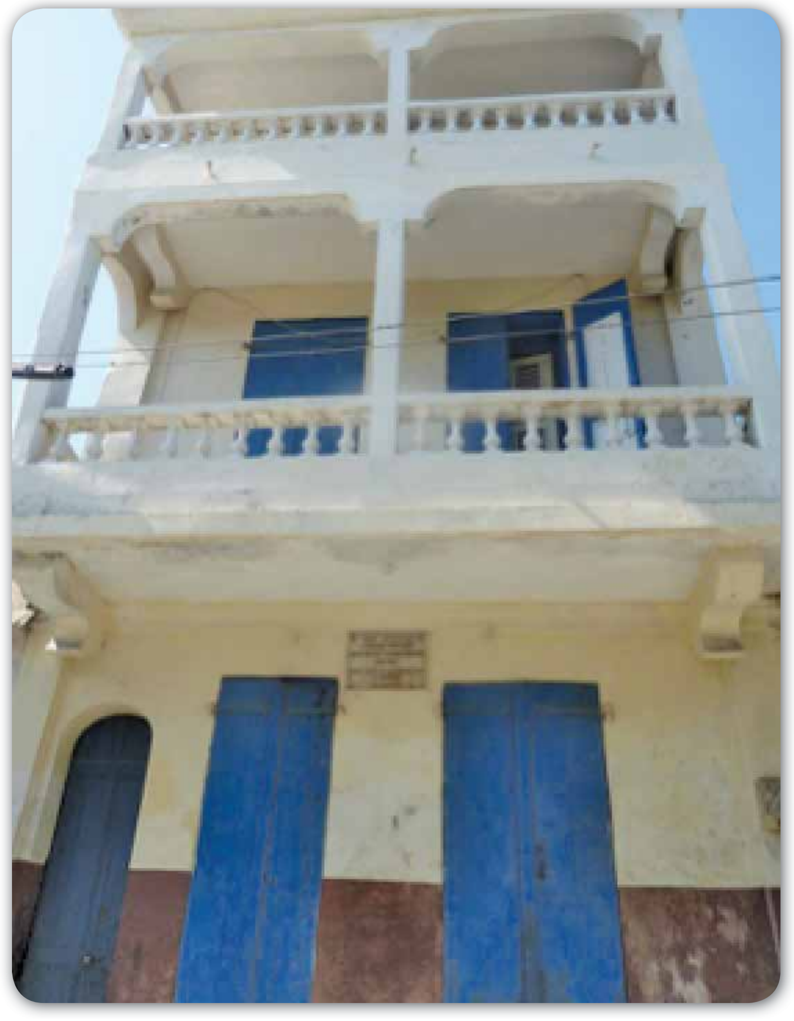
Les politiciens américains seront également contraints de réduire l'aide à l'étranger, ce qui entraînera un déclin de la puissance diplomatique de l'empire américain. N'oublions pas que de nombreux pays votent avec les États-Unis à l'ONU uniquement pour des raisons monétaires. Lorsque l'argent se tarit, l'amitié en géopolitique s'évanouit. À un moment donné, l'Europe pourrait se libérer de la domination américaine, réformer ou expulser l'OTAN, normaliser ses relations avec la Russie et développer une coopération gagnant-gagnant avec la Chine.

Les États-Unis auront par ailleurs plus de mal à attirer des immigrants brillants dans les universités et les entreprises. Les universités américaines réduiront les bourses d'études, tandis que les instituts de recherche en Chine, en Russie, à Hong Kong, à Singapour, etc. deviendront la plaque tournante des esprits les plus brillants. Une autre option pour la Chine est d'établir des centres d'excellence dans des pays européens amis. Ainsi, par exemple, la Serbie et la Hongrie peuvent ouvrir des universités chinoises pour attirer les meilleurs scientifiques du monde.

Il y aura également une fuite inverse des cerveaux vers l'Inde. Les ingénieurs en informatique et les chefs d'entreprise indiens

suite à la page(16)

José Martí au Cap-Haïtien



La maison de José Marti au Cap-Haïtien. Photo: Laurent Quevilly.



Statue de José Marti au Cap-Haïtien

« Mon bonheur est immense... ; je peux dire que je suis arrivé, enfin, à ma pleine nature... Jusqu'à ce jour je ne me suis pas senti homme. J'ai vécu honteux et attaché à la chaîne de ma patrie toute ma vie. La divine clarté de l'âme allège mon corps ; ce repos et ce bien-être expliquent la constance et l'allégresse avec laquelle les hommes s'offrent au sacrifice ».

C'était un après-midi très spécial, intime, plein de respect envers un homme qui a permis aux Cubains d'être grands et respectés, qui a combattu et qui est mort pour nous.

Il n'y a pas de meilleur hommage au Maître que d'avoir le privilège de suivre ses empreintes dans l'histoire, son passage au Cap-Haïtien – la ville généreuse qui l'a accueilli -, pour sentir, même pour un instant, les souffrances et les rêves de l'Homme de La Edad de Oro et d'exalter sa mémoire.

Ce qui fut la capitale de la possession française de Saint-Domingue (l'actuelle Haïti) est maintenant une petite ville portuaire, fourmillante (avec 180 000 habitants) et est très vitale. Ses rues étroites, coupées par des angles aigus, suivent le tracé de la ville coloniale.

José Martí est arrivé pour la première fois dans cette ville le 9 septembre 1892. Il allait à Montecristi où il espérait rencontrer le général Máximo Gomez afin de lui offrir la direction militaire de la Guerre Nécessaire.

Il a également séjourné dans cette ville en juin 1893 et en février 1895.

C'est précisément les détails des mois fiévreux dans les républiques sœurs d'Haïti et de République Dominicaine, pour livrer finalement la guerre libératrice, que recueillie notre Héros National dans son Journal de campagne : De Montecristi au Cap-Haïtien.

Une visite de la « petite maison » de Martí

Un groupe de nos collaborateurs de la santé a visité un modeste bâtiment de maçonnerie de trois étages, peint en blanc et aux portes et fenêtres en bleu, où, au rez-de-chaussée, se trouvait notre José Martí en 1895.

La façade de la demeure a évidemment subi des transformations ; toutefois, son intérieur semble arrêté dans le temps.

Sur ses murs, alors témoins de nos désirs d'indépendance, sont accrochés seulement trois cadres ; le Sacré-Cœur de Jésus, un de défunt Pape Jean-Paul II et celui de notre Apôtre, le plus ancien et de plus grande taille.

La Haïtienne Esther Noel, âgée de 41 ans, signale au journal Granma que la résidence est une propriété familiale, dans laquelle elle vit depuis 1981 avec sa mère, madame Esperanza. Elle explique que là, avant, vivaient d'autres membres de la famille et que le cadre de José Martí a toujours présidé le mur principal du « salon », préservant cette aura de vénération profonde. *« José Martí a été un grand Général, il a combattu pour l'indépendance de Cuba, il est venu à Haïti et il a vécu dans cette demeure, où il a rencontré certains Haïtiens et Cubains afin de continuer les plans de conspiration indépendantistes »*, dit Esther, professeur et avocat, ajoutant que c'est un honneur d'avoir cette photo de Martí dans la salle de sa maison.

À l'extérieur, sur la partie supérieure de la porte de la rue, une plaque de marbre attestant pour l'histoire le passage de Martí dans cet endroit : « *C'est la maison de Millevoye Mercier, dans laquelle a séjourné José Martí, invité par le docteur Ulpino Dellunde. Avril 1895. Comité haïtien pour le centenaire de la naissance de l'Apôtre. 28 Janvier 1953* ».

Cette simple plaque révèle la grande amitié entre l'auteur d'Ismaelillo et Ulpino Dellunde, un médecin cubain qui a accueilli plusieurs fois Martí chez lui et qui l'a aidé à obtenir des armes pour la guerre.

Une rue de Cap Haïtien porte le nom de José Martí, réaffirmant que ce point de la géographie haïtienne où se croisent les histoires de deux peuples frères est aussi nôtre.

JUAN DIEGO NUSA PEÑALVER | Lettres de Cuba | 9 Septembre 2019

Venezuela : la conspiration contre la nation ne connaît pas de limites



Par Juana Carrasco Martín

Peu importe ce que dit ou plutôt ce que démontre le Venezuela. Seules comptent les fausses nouvelles des réseaux numériques et les (més)informations des médias hégémoniques, fabriquées comme des armes politiques. Toutes les Cours suprêmes de justice et tous les Conseils électoraux nationaux du monde sont valables, compétents, légaux, justes, impartiaux, capables... sauf ceux du Venezuela. C'est ainsi que cela a été dit à Washington, par le Département d'État, par la CIA ou par qui que ce soit. Le reste doit courber l'échine, acquiescer et faire écho à cette simulation.

Dès lors, la post-vérité règne, les gens croient ce qu'ils veulent croire ou, plus précisément, ce qu'on leur fait croire par la tromperie ou la peur, et ces faussetés finissent par exercer plus d'influence sur l'opinion publique que la réalité ou les faits objectifs.

Exactement la même chose s'est produite maintenant que quelques semaines avant le 28 juillet, jour des élections, lorsque l'opposition extrémiste avait déjà crié à la «fraude». L'arrêt du Tribunal Suprême de Justice confirmant Nicolás Maduro comme vainqueur des élections a été qualifié de «nul» sur les réseaux sociaux par María Corina Machado, la veille du prononcé de la sentence, et l'ex-candidat Edmundo González Urrutia l'a immédiatement assumé après qu'on lui ait répété qu'il n'avait pas gagné les élections.

Et voilà que les médias du monde démocratique autoproclamé reprennent ce message et titrent les nouvelles plus ou moins de la même manière : *« La Cour suprême du Venezuela valide la réélection de Maduro malgré les allégations de fraude »*. Le précepte éthique « *La vérité est la raison d'être du journalisme* » est devenu lettre morte.

La réalité est qu'une décision a été prise à Washington et c'est celle qui compte, celle qui détermine la crédibilité, distribue la confiance, garantit que l'information est vraie ou non, et alimente les convictions et les préjugés précédemment induits.

La désinformation et la manipulation continuent de prévaloir, car l'objectif est de nuire au Venezuela, de renverser Maduro, d'enterrer le chavisme afin d'atteindre l'objectif principal, à savoir s'emparer du pays, de ses richesses et de ses ressources.

Ce but a été clairement établi, sans subterfuges ni dissimulations, par la cheffe du Commandement Sud des États-Unis, la générale Laura Richardson, en janvier 2023 lors d'une table ronde au think tank Atlantic Council, où elle a déclaré : *« Pourquoi cette région est-elle importante ? Avec toutes ses riches ressources et ses éléments de terres rares, vous avez le triangle du lithium, qui est aujourd'hui nécessaire pour la technologie. 60% du lithium mondial se trouve dans le triangle du lithium : Argentine, Bolivie, Chili »... « les plus grandes réserves de pétrole... du pétrole brut léger non sulfuré découvert au large de la Guyane il y a plus d'un an »... « Vous avez aussi les ressources du Venezuela, avec le pétrole, le cuivre, l'or »... « les poumons du monde »* (l'Amazonie)... *« nous avons 31% de l'eau douce du monde dans cette région »*.

Notez l'utilisation du verbe «*avoir*» à la première personne du pluriel : « *nous avons* ». Ce qui suggère une appropriation ou un sentiment de possession de ces ressources par les États-Unis. Sa conclusion est toujours la même : les États-Unis ont « *beaucoup à faire* », « cette région est importante »... *« Cela a beaucoup à voir avec la sécurité nationale et nous devons commencer à jouer notre jeu »*.

Il s'agit d'un jeu sale et manipulateur, et dans ce cas, ses troupes sont des adversaires violents qui agissent avec cette prémisse comme bouclier : si je gagne, très bien ; si je ne gagne pas, «fraude».

***Juana Carrasco Martín** est une journaliste cubaine et responsable de la page internationale du journal Juventud Rebelde.*

Juventud Rebelde
Traduction Bernard Tornare
23 Août 2024

Mobilisation internationale des pays de l'AES contre le terrorisme kiévien

Par Mikhail Gamandiy-Egorov



Les trois pays sahéliens qui composent l'Alliance des États du Sahel, Mali, Niger et Burkina Faso, saisissent le Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner le soutien ouvert et assumé du gouvernement d'Ukraine" à ce qu'ils nomment le "terrorisme international" au Sahel.

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso, nations membres de l'Alliance et de la Confédération des États du Sahel (AES) ont saisi le Conseil de sécurité onusien pour dénoncer l'attitude du régime ukrainien en matière de soutien de ce dernier au terrorisme international. Cette démarche diplomatique des trois pays s'accompagne également par une mobilisation de la société civile au sein des trois États, et même au-delà.

Soutien ouvert de l'Ukraine au terrorisme international : la Confédération des États du Sahel saisit le Conseil de sécurité – écrit Maliweb. Comme l'indique également le média malien – pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger, l'attitude de l'Ukraine est une agression à leur égard, une menace directe à la paix et à la sécurité internationale et une violation flagrante de la Charte des Nations unies. C'est pourquoi, les trois pays appellent le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures appropriées contre ces actions subversives qui renforcent les groupes terroristes en Afrique.

Au nom des gouvernements des trois pays de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), les ministres chargés des Affaires étrangères du Burkina Faso, du Mali et du Niger, respectivement Karamoko Jean-Marie Traoré, Abdoulaye Diop et Bakary Yaou Sangaré, ont adressé une lettre conjointe, en date du 19 août 2024, au président du Conseil de sécurité des Nations unies pour dénoncer le soutien ouvert et assumé des autorités ukrainiennes au terrorisme international, en particulier au Sahel.

Les ministres chargés des Affaires étrangères soulignent que les actes terroristes revendiqués par l'Ukraine, État agresseur, constituent une menace directe à la paix et à la sécurité internationale, notamment celles de la Région du Sahel et de l'Afrique. Ce faisant, ils appellent le Conseil de sécurité, responsable principal du maintien de la paix et de la sécurité internationale, à prendre les mesures appropriées contre ces actions subversives qui renforcent les groupes terroristes sur le continent africain.

Mais aussi qui constitue la manifestation de l'implication de sponsors étatiques étrangers dans l'expansion du terrorisme dans la région, que nos États ont régulièrement dénoncée. Pour les chefs de la diplomatie, ces actes d'agression, loin d'atteindre leur objectif, renforcent au contraire l'engagement et la détermination du Burkina Faso, du Mali et du Niger, dans le cadre de la Confédération des États du Sahel. De même qu'à prolonger avec plus de vigueur leur marche résolue vers le raffermissement de leur souveraineté et la prise en main de leur destin, conformément aux aspirations profondes des populations de l'AES.

En termes de perspectives, il faudrait tout d'abord rappeler que la démarche des pays de l'Alliance et de la Confédération des États du Sahel au Conseil de sécurité de l'ONU – fait suite à la rupture déjà annoncée par le Mali et le Niger des relations diplomatiques avec le régime kiévien. Il est d'ailleurs fort probable que le Burkina Faso fera de même. Par ailleurs, l'émissaire diplomatique du régime ukrainien avait été également convoqué par le ministère sénégalais des Affaires étrangères suite à la publication dudit personnage assumant l'implication ukrainienne en soutien aux terroristes dans le nord malien, à la frontière algérienne.

Ce n'est pas tout. La société civile aussi bien des pays membres de l'AES, mais également au Sénégal, se mobilise déjà à travers des manifestations pour exprimer la colère face aux agissements du régime terroriste ukrainien. D'ailleurs, il s'agit précisément des slogans exprimés par de nombreux manifestants. Cette mobilisation, dans un cadre panafricaniste, est d'autant plus importante car elle démontre la ferme détermination des populations de nombre de pays africains à ne plus tolérer chez soi les agissements, en effet terroristes, d'une minorité planétaire et de ses valets.

Si la démarche au niveau du Conseil de sécurité onusien a peu de chances d'aboutir – en raison de la présence de trois régimes occidentaux (étasunien, britannique, hexagonal) en son sein et qui sont précisément les parrains (dans le cas US et britannique – les principaux) du régime kiévien, elle démontre néanmoins que les nations de l'Alliance et de la Confédération des États du Sahel, dans un véritable esprit panafricain, souverainiste et pro-multipolaire, ne comptent pas rester sans agir face à ceux qui se croient être prétendument «exceptionnels» et «intouchables». Chose qu'ils n'ont jamais été et ne seront pas.

Quant à la mobilisation populaire des sociétés civiles – qui d'ailleurs fort probablement continuera à s'élargir à d'autres pays africains – elle a le mérite de faire comprendre aux parrains et aux exécutants du terrorisme international – que leur sommeil en terre d'Afrique, comme d'ailleurs à de nombreux autres endroits du monde – ne saura désormais être ni profond, ni apaisant.

Observateur Continental
22 Août 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Getro TILUS à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; admet en conséquence le divorce de la dame They Vanessa SAINFLINA d'avec son époux Getro

TILUS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres, à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du onze mars deux mille vingt-deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public accueille l'action du demandeur, le sieur Tchiendo BARONVIL en la forme: Maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi deux décembre deux mille vingt-deux contre la dame née Nadglar Keishann CHARLES; Admet le divorce des époux Tchiendo BARONVIL, la femme née Nadglar Keishann CHARLES; pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux: ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peines de dommages intérêts envers les tiers: Compense les dépens vu la qualité des parties. Commet l'huissier Clerbrun Faure pour la signification du présent jugement.

RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de Première Instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi vingt-cinq novembre deux mille vingt-deux en présence du Substitut Commissaire Gouvernement, Me. Eunide LEGERME, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Marie Yolande Cadet Zetrenne, Greffière du Siège.

Il est ordonné...etc....

En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi statuant à charge d'appel, se déclare compétent pour connaître l'affaire, accueille l'action pour être juste et fondée; résilie, en conséquence, le contrat de bail existant entre la requérante et le sieur Borgellas Jean Robert; maintient le défaut octroyé du 21 septembre 2023 conformément à l'article 49 du CPC ; Ordonne son déguerpissement de la maison située à..... par lui occupé ; le condamne à vingt mille gourdes de dommages intérêts pour les préjudices causés, commet l'huissier Pierre André, identifié au No 003-639-629-5 du Tribunal de Paix de Pétion-Ville, pour la signification de la présente décision

Ainsi jugé et prononcé par nous, Mag. Clément NOEL, Juge siégeant en ses attributions civiles et ordinaires du jeudi seize Novembre 2023, avec l'assistance de Lucson DUPAS, Greffier

Il est ordonné...etc.....

En foi de quoi.....etc ...

Lucson DUPAS ,Greffier

Le dirigeant communiste du Bénin tient une conférence de presse en soutien à la souveraineté et à la démocratie du Venezuela

Le Parti Communiste du Bénin (PCB) dénonce « une cabale contre le président réélu du Venezuela et met à nu les méthodes impérialistes pour déstabiliser un pays qui refuse de céder ses richesses aux occidentaux »

C'est à la faveur d'une conférence de presse, tenue ce mardi 13 août 2024 au siège du Parti Communiste du Bénin (PCB), que Philippe NOUDJENOUME, premier secrétaire dudit parti confirme le bon déroulement du scrutin présidentiel au Vénézuéla, le 28 juillet 2024. En tant qu'observateur, il précise et affirme que le scrutin était transparent et libre. À cet effet, il dénonce avec véhémence l'imposition de la volonté des États-Unis d'Amérique au détriment du peuple vénézuélien. Car, Nicolas Maduro a belle et bien remporté les élections présidentielles.

L'intégralité de sa déclaration.

Mesdames et Messieurs les Journalistes

Chers camarades et Amis !

Merci pour avoir répondu présents à cette Conférence de Presse.



Philippe Noudjenoume, premier secrétaire du Parti communiste du Bénin (PCB). Photo crédit (L'œil Républicain)

Objet de la conférence de presse.

Le 28 Juillet 2024, au Vénézuéla, s'est déroulé un Scrutin présidentiel, le 4ème du genre sous le Président Nicolas Maduro, successeur du Président Hugo Chavez. Comme tout un chacun le sait, cette élection Présidentielle a soulevé beaucoup de vagues qui continuent encore de s'agiter. Dans ce tohu-bohu sur fond de préparation de guerre mondiale, il est important que l'opinion publique tant béninoise qu'africaine soit informée du réel Enjeu en cours afin de se faire une Juste idée sur tout le brouhaha qui se déroule après cette réélection du Président Maduro. C'est l'objet de ma Conférence de Presse de ce jour.

Mesdames et Messieurs,

Du 23 Juillet au 3 Août 2024, j'étais à Caracas, en tant qu'Invité International du Parti Gouvernemental, le Parti Socialiste Unifié du Vénézuéla (PSUV), à l'Observation de l'Election présidentielle du 28 Juillet 2024. Je l'étais à un triple titre, Représentant du Parti Communiste du Bénin, Président de l'Organisation des Peuples de l'Afrique de l'Ouest (OPAO) et de l'Alliance Pour la Patrie. A ce point, je tiens à adresser mes remerciements au Gouvernement de la République bolivarienne de Venezuela de nous avoir donné l'occasion de l'expérience. A ce Scrutin, le Gouvernement a invité un nombre impressionnant d'Observateurs Internationaux ; pas moins de 900 Invités, provenant de 101 pays. C'est dire la confiance des Autorités vénézuéliennes sur la légitimité et la fiabilité du système électoral ainsi que de l'Enjeu particulier de cette Election. Tant à l'étape des préparatifs, de campagne électorale, du déroulement de l'élection proprement dit le dimanche 28 Juillet 2024, tout s'était passé dans le calme et le respect des lois et des Institutions de la République. En tant qu'Observateur, le jour du Scrutin, nous avons sillonné beaucoup de bureaux de vote, interrogé les citoyens, recueilli des avis ; beaucoup d'Invités ont été déployés en dehors de la capitale, Caracas, vers d'autres agglomérations moins urbaines. Le système électoral, performant laissait apparemment peu de place à la fraude ; les votes multiples étant impossibles ; une fois enregistré, le votant ne pouvant plus se faire enregistrer une nouvelle fois et ce, dans tout le pays. Tout semblait calme, jusqu'à la proclamation des Résultats par le « Consejo Nacional Electoral » (Conseil National Electoral, équivalent de la CENA au Bénin) intervenue dans la nuit du 28 au 29 Juillet 2024. Le Président Maduro a été régulièrement proclamé élu avec 51,2% des Voix. C'est ce que les Observateurs internationaux que nous étions avions de façon unanime salué ; nous avions salué le déroulement régulier des élections et la réélection régulière du Président Nicolas Maduro. Et c'est là que l'on a assisté à une fronde post-électorale intense, à un lever de boucliers avec intervention massive étrangère et agressive des Etats-Unis, de l'Union européenne et des Gouvernements fascistes d'Amérique latine tels ceux d'Argentine, d'Equateur, d'Uruguay et j'en passe, et ce à un niveau jamais égalé du moins selon les observateurs. Les manifestants s'en sont pris non seulement aux statues de Chavez même dans la Capitale, mais même dans des villes périphériques ; des statues représentant des peuples autochtones immortalisés par Chavez ont été détruites exprimant un mouvement fasciste et suprémaciste blanc, dans le genre Bolsonario au Brésil ou Miléi en Argentine, ou RN en France. En réalité, ce fait n'est pas nouveau, on a l'impression d'assister comme à un « remake » de ce qui s'est passé déjà la réélection du Président Maduro en 2018 En ce moment déjà, voici ce que l'on écrivait « Nicolas Maduro, successeur du charismatique Hugo Chavez tout juste réélu, s'apprête à gouverner le pays dans des conditions difficiles ». (Source Mais pourquoi un tel branle-bas après ces élections au Vénézuéla? Pourquoi tant de bruits alors que dans le monde, en Afrique et aux Etats-Unis mêmes on assiste à des élections beaucoup moins crédibles ou transparentes (à des fraudes massives, et trucages ouverts) sans que nulle part, on ait enregistré tant de déversement d'émotion ? C'est qu'ici, il ne s'agit nullement de la prétendue défense de la démocratie, de la défense des droits de l'homme (et alors Gaza !!!, il ne s'agit ni plus ni moins que des intérêts de puissance impérialiste, US et Alliés principalement dans leur rage de contrôle des ressources de ce monde.

II- les enjeux politiques planétaires autour de l'élection du président Maduro :

Mesdames et Messieurs pour éclairer un peu cette situation, Quel est l'enjeu actuel ? Enjeu Géographique et économique

Le Vénézuéla c'est un territoire s'étendant sur 916 445 km2 depuis les environs de l'équateur jusqu'au nord du onzième parallèle. Soit une superficie équivalente à celle du Nigeria voisin. Avec une population de 31 millions d'habitants environ. Sur le continent, le Venezuela possède des frontières avec le Guyana à l'est-sud-est, le Brésil au sud, la Colombie au sud-sud-ouest et à l'ouest, enfin à quelques dizaines de milles marins au large des côtes de la Mer des Caraïbes au nord, se trouvent les Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao) et Trinité-et-Tobago (ex-GB). Le Venezuela possède également 72 îles, dispersées dans la mer des Caraïbes et dans l'océan Atlantique, regroupées dans les Dépendances fédérales. Margarita est la plus grande et la plus peuplée. Le Venezuela est l'un des 17 pays « mégadivers » au monde, en raison de facteurs tels que sa situation géographique, entre le nord de l'Amérique du Sud et la mer des Caraïbes, facilitant ainsi la migration des espèces, en plus d'avoir un climat constant tout au long de l'année. Cela a favorisé, pendant des millénaires, en particulier dans les zones montagneuses et fraîches (comme la chaîne de montagnes côtières, la chaîne de montagnes Perijá, la chaîne de montagnes de Merida et le massif guyanais) l'adaptation, l'isolement et la préservation de la vie de nombreuses espèces animales et végétales, principalement endémiques. Le Venezuela partageant la forêt amazonienne avec le Brésil, la Colombie et autres, se positionne dans le monde comme le sixième pays le plus riche en biodiversité en termes d'espèces animales et végétales accueillies. Il existe encore de nombreuses espèces non découvertes ni comptabilisées. On estime ainsi que le nombre total de plantes vasculaires pourrait passer de 21073 (actuellement découvertes) à 30 000-35 000 ou même plus si cet espace était suffisamment étudié.-Un pays aux ressources naturelles immenses. Le Venezuela est l'un des pays les plus dotés par la nature en ressources naturelles. Pays tombant en plein dans le climat tropical humide à l'instar des pays comme le Gabon, les deux Congo etc

Le Venezuela se présente comme un scandale de la nature, un scandale géologique. Avec sa superficie de 916 445 km2.de km2 le classant au 33ème rang mondial le Venezuela se présente comme une puissance énergétique majeure. Il détient les 1ères réserves mondiales prouvées de pétrole brut (302,25 Mds de barils, soit 1/5ème des réserves mondiales), devant l'Arabie Saoudite et les 4èmes réserves de gaz naturel. Le pays dispose également de vastes ressources minières (or, bauxite, fer, nickel, charbon…) pour lesquelles le pays occupe des places honorables. Le Venezuela dispose de la plus grosse réserve d'or d'Amérique latine loin devant le Mexique. Le pays dispose de 351 tonnes de métal précieux ; ce qui le place à la 16ème place au plan mondial (Cf. Juliette Lissandre *« Les réserves d'or du Venezuela sont les plus élevées d'Amérique latine »* Aout 2015 ; in Le Journal International ; Le Venezuela occupe la 23ème place dans la production de bauxite (Source Atlasocio.com) ; 21ème, place en production de fer ; 32ème en nickel ; 34ème pour le charbon. En ressources hydrauliques, le Venezuela occupe la 12ème place de ressources en eaux renouvelables dans le monde, avec le barrage de Guri, le 4e plus important au monde, avec une puissance installée de quelque 10 200 MW – d'une importante diversité géographique et d'une mégadiversité remarquable, 17ème au monde

(fr.m.wikipedia.org) et par voie de conséquence dispose d'un potentiel agricole important.

En Produit Intérieur Brut : En 1950, le Venezuela était classé au 4e rang mondial par rapport au PIB par habitant, derrière les États-Unis, la Suisse et la Nouvelle-Zélande. Selon le FMI, en termes de PIB par habitant, le Venezuela se situe à la 4e place d'Amérique du Sud avec 9 960 dollars par habitant en 2009. Le Venezuela est la cinquième puissance économique latino-américaine en termes de produit intérieur brut, après le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie avec un PIB estimé à 367,5 milliards de dollars en 2013 selon la Banque Mondiale. Son classement est identique lorsqu'exprimé en parité de pouvoir d'achat. Elle possédait la deuxième plus grande raffinerie au monde avec la raffinerie d'Amuay, construite avec des investisseurs américains. Du fait de ses énormes ressources naturelles et notamment pétrolières, le Venezuela est d'abord un pays à économie basée sur le pétrole. En effet les exportations pétrolières assurent 95 % des exportations et 60 % du PIB. La principale activité économique est l'exploitation et le raffinage du pétrole pour l'exportation et la consommation intérieure.

Le secteur pétrolier domine l'économie avec à peu près un tiers du PIB, 85 % des bénéfices à l'exportation [3] et 43 % des revenus du gouvernement. C'est, entre autres, à l'initiative du Venezuela que fut fondée l'OPEP. Mais pourquoi ce pays riche est plongé dans la plus grave crise de son histoire ? Tout simplement parce que le peuple vénézuélien a décidé depuis l'avènement du Commandant Hugo Chavez en 1998, de devenir propriétaire de ses ressources et de se prendre en main en s'assumant comme souverain. L'avènement du régime chaviste et les mesures prises. En effet, ces énormes ressources pétrolières se trouvaient jusqu'à l'évènement du pouvoir de Chavez aux mais des firmes étrangères notamment Chevron (américain). Le crime du Régime du pouvoir de Chavez c'est d'avoir mis en œuvre une politique souverainiste systématique et populaire, socialiste, basée sur la récupération des richesses naturelles (par nationalisation notamment du secteur pétrolier), la redistribution des énormes revenus de ces richesses à la population. Dès son avènement, il prit des mesures hardies dans ce sens : La nationalisation des secteurs stratégiques- Le pétrole aux mains de Petroleum PLC, des américaines Exxon Mobil, Chevron, ConocoPhillips, de la française Total et Statoil ; au plan industriel, les secteurs des télécommunications et de la production d'électricité ont également été nationalisés, ainsi que la nationalisation du ciment. En 2010, le commerce de détail est nationalisé, avec la filiale vénézuélienne du groupe éxito, détenue par le groupe français Casino [13], accusée de contribuer à la hausse des prix. La filiale locale de l'américain NorPro, fabricant un produit pour les forages pétroliers est étatisée et intégrée à l'entreprise publique PDVSA. Le groupe sidérurgique italien Tenaris Dalmine est exproprié de ses actifs, n'ayant trouvé un accord financier avec le gouvernement.

Du point de vue agricole : Il a fallu l'arrivée du président CHAVEZ depuis 1999 et la Révolution bolivarienne pour mettre en chantier une réforme hardie en matière agricole. Cette réforme a consisté par décret à « éliminer progressivement les latifundios (grande propriété foncière privée) et de promouvoir une répartition équitable des terres au profit des pauvres ». Autrement dit cela consiste à nationaliser les grandes latifundios et à les redistribuer (redistribution de *« 100.000 parcelles moyennant le rachat de la terre à prix coutants aux propriétaires expropriés »* Cela a permis à l'agriculture vénézuélienne de retrouver une priorité un peu élevée.

Le Venezuela est passé d'une production de 17 160 577 tonnes d'aliments en 1998 à 24 686 018 tonnes en 2018(Source : https://fr.m.wikipedia.org. Wiki

suite à la page(16)

Suite de la page (15)

économie Venezuela). Résultats : Après 2003, à la faveur de l'augmentation des prix des hydrocarbures, d'un climat politique plus détendu et de la reprise en main de PDVSA, le Venezuela a connu un taux de croissance du PIB de 13,5 % en moyenne jusqu'en 2009 (un des plus hauts du monde, selon les chiffres officiels et ceux du FMI)[15].Les investissements sociaux du gouvernement (par le biais des missions) dans les domaines éducatifs, alimentaires et médico-sanitaires, créées depuis 2001 commencent à porter leurs fruits : le taux de pauvreté est réduit entre 2003 et 2008 de près de 30 points (de 54 % à 26 %), dont une diminution particulièrement significative de l'extrême pauvreté de 72 %[15], tandis que près de 1 250 000 personnes ont été alphabétisées entre 2003 et 2004 selon les chiffres de la BCV (Banco Central de Venezuela)[réf. nécessaire].

Ces progrès sociaux s'accompagnent aussi d'une réduction des inégalités mesurées par l'indice de Gini[15].Le PIB par habitant en PPA est passé entre 2003 et 2008 de 5 033 à 8 500 dollars selon les chiffres du FMI (estimation), et de 5 500 à 8 500 $ entre 1999 et 2008 (est.) Alors c'est le crime qu'a commis Chavez et par la suite son successeur Maduro. Il faut les abattre, selon les impérialistes. Les Mesures assassines contre le Pouvoir révolutionnaire de Chavez et de Maduro ont été prises. La première est d'œuvrer à faire effondrer les prix mondiaux de pétrole ; la deuxième, prendre toute une batterie de mesures antiéconomiques (plus de 930 mesures américaines) ont été prises à l'encontre de Venezuela dont l'embargo sur tous les produits à destination et en provenance du Venezuela, la troisième attente à la vie du Leader CHAVEZ dont les indices indiquent qu'il décéderait suite à un empoisonnement américain. Au plan politique, les Etats-Unis ont tout tenté : susciter des rébellions au sein de l'armée, pour des coups d'Etat monter des éléments fantoches à coup de dollars ; ils ont ainsi pendant longtemps, monté le fantoche Guaido contre Maduro ; ce qui n'a rien donné, après l'échec de cette expérience boîteuse, ils en viennent à l'expérience actuelle.

Le Contexte actuel

Le contexte actuel qui est caractérisé par l'exacerbation des tensions mondiales, les préparatifs de guerre mondiale entre les deux camps antagonistes (OTAN/ BRICS), la guerre Ukraine/ Russie, la crise palestinienne, aggrava la situation. C'est ce qui confère au contexte actuel un caractère particulier. La résolution de l'équation Venezuela au sein de l'Amérique latine apparaît comme un enjeu stratégique. Ce, d'autant plus que ces temps derniers, le Pouvoir de Maduro a accompli des pas importants vers la sortie de la crise en prenant des mesures économiques, structurelles importantes. Ainsi le gouvernement de Maduro adopta quatre séries importantes :

1°-Stimuler la production nationale (par la diversification des produits) pour faire face à l'embargo extérieur ; ce qui eut pour conséquence d'accroître la production intérieure et l'autosuffisance alimentaire ;

2°-Accroître et rationnaliser la collecte des impôts intérieurs :

3°-Impulser les exportations non traditionnelles ; c'est -à-dire accroître l'exportation de produits autres que pétroliers ;

4°-Accorder des aides substantielles aux entrepreneurs vénézuéliens. Ce qui fit que le pays a connu une croissance de +7% en ce début de l'année 2024. Selon les données officielles.

De façon visible, la pénurie dans les magasins et les marchés observée en 2021 (à ma dernière visite à ce pays) suite aux mesures d'embargo américain, s'éloigne de plus en plus. La vie reprend dans ce pays de rêve. De par cette avancée, les chances d'une stabilisation du pouvoir Chaviste est établie. Alors pour les impérialistes, il faut le déstabiliser. C'est ce qui explique la hargne actuelle des puissances impérialistes à œuvrer de toutes leurs forces pour faire tomber le régime de Maduro avant qu'il ne soit trop tard.. Il ne s'agit point en fait d'un problème de démocratie ni de la défense des droits de l'homme, mais d'une question de souveraineté et de sauvegarde des intérêts des peuples. Toutes les Organisations prétendument de gauche qui s'agrippent seulement aux questions de « démocratie » à la Trump ou à la Macron, se trompent lourdement de chemin, car ils s'alignent objectivement derrière les intérêts impérialistes contre les peuples. Ils seront rejetés pas l'histoire.

Cotonou le 13 Août 2024

Suite de la page (12)

les plus performants aux États-Unis reviendront en Inde, ce qui créera une renaissance dans l'industrie du logiciel. Bientôt, des entreprises indiennes de logiciels rivaliseront avec Oracle et Google à l'échelle mondiale.

La réaction en chaîne sera imparable, tout comme les États-Unis sont devenus un haut lieu de l'innovation après la Seconde Guerre mondiale, après des siècles de domination européenne. La Chine est déjà le numéro un mondial en termes de brevets et d'articles scientifiques de qualité, et le leader incontesté dans de nombreuses technologies telles que la 5G, les véhicules électriques, les batteries, les panneaux solaires, l'énergie nucléaire et de nombreuses catégories d'IA. Bien que les États-Unis aient un certain avantage dans quelques domaines tels que les semi-conducteurs, la Chine les rattrapera et les dépassera dans les années à venir.

Et lorsque l'économie américaine s'affaiblira, la Chine ira de l'avant. La combinaison de la recherche, des idées pratiques et de la fabrication donnera à la Chine l'avantage dont les États-Unis ont brièvement bénéficié dans les années 1950 et 1960. Toutefois, contrairement aux États-Unis, la Chine ne délocalisera pas sa production et n'adoptera pas le capitalisme financier qui a détruit l'économie américaine.

Un dollar faible réduira également la capacité des entreprises américaines - en particulier des géants financiers comme BlackRock - à acquérir des sociétés dans le monde entier. En fait, c'est le contraire qui se produira, c'est-à-dire que des entreprises étrangères achèteront des actions d'anciens géants américains. Et les répercussions seront importantes.

Imaginons par exemple que les pays asiatiques deviennent des actionnaires importants des sociétés mères de Facebook, Google, Wall Street Journal, CNN, etc. Et que les entreprises asiatiques deviennent aussi d'importants annonceurs dans les médias occidentaux. Résultat ? La couverture médiatique occidentale changerait radicalement. Soudain, les médias américains seraient contraints de faire preuve d'objectivité et d'introduire des récits complètement différents. Les livres d'histoire et Wikipedia seraient peut-être réécrits de bien des façons. Probablement que le génocide à Gaza sera appelé génocide et non plus conflit.

Enfin, l'un des aspects les plus dangereux de la perte du pouvoir hégémonique sera la possibilité de représailles de la part de tous les pays que les États-Unis ont opprimés ou détruits pendant des décennies, de l'Amérique latine au Moyen-Orient et au-delà, en Asie. Que se passera-t-il si les pays puissants de l'avenir - la Russie, l'Iran et la Chine - veulent imposer des sanctions dévastatrices aux États-Unis ? Peut-être la Russie dira-t-elle aux autres pays de cesser d'acheter du pétrole et du gaz aux États-Unis, et la Chine pourrait prendre des sanctions contre les iPhones et Tesla en raison de préoccupations liées à l'espionnage !

Conclusion

« Les Nord-Américains sont la réfutation vivante de l'axiome cartésien : «Je pense, donc je suis». Les Américains ne pensent pas et, pourtant, ils le font. » Julius Evola, philosophe italien.

Lorsque l'empire américain commencera à imploser, la réaction des Américains ordinaires sera assez violente, car personne n'est préparé à l'avenir. Ayant constamment entendu dire que les États-Unis sont le plus grand pays du monde, les masses ne sont absolument pas conscientes des tsunamis économiques et géopolitiques imminents. Il y aura du chaos, de la criminalité et probablement même une guerre civile, alors les Américains chercheront un bouc émissaire pour expliquer la chute de l'empire.

Quant aux autres, ils se préparent à un siècle asiatique. Si l'Europe était intelligente, nous assisterions à un siècle eurasien plus prospère.

***SL Kanthan** est un analyste géopolitique, chroniqueur, blogueur, auteur et podcasteur basé à Bangalore, en Inde. Il discute du monde multipolaire émergent et des changements mondiaux importants, en se concentrant particulièrement sur l'Inde et la géopolitique.

Diario Octobre 17 Août 2024
Traduction Bernard Tornare

Suite de la page (8)



Le Premier ministre haïtien Garry Conille s'adresse à la presse aux côtés de la conseillère à la sécurité nationale kenyane Mme Monica Juma (à droite) lors d'une conférence de presse à Port-au-Prince le 25 juin 2024. (PHOTO / AFP)

Le peuple haïtien mérite de se sentir en sécurité chez lui, de bâtir une vie meilleure pour ses familles et de jouir des libertés démocratiques. L'avenir d'Haïti dépend du retour à une gouvernance démocratique. Même si ces objectifs ne peuvent pas être atteints du jour au lendemain, cette mission offre les meilleures chances de les atteindre. Cette mission soutiendra la Police nationale haïtienne alors qu'elle accroît ses opérations anti-gang, renforce sa capacité à maintenir la sécurité publique et veille à ce que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui en ont besoin. Et nous avons travaillé avec le Kenya et d'autres partenaires pour intégrer des mesures de responsabilité et de surveillance d'une importance cruciale dans la mission. Je félicite et je suis profondément reconnaissant envers tous les pays qui ont promis un soutien personnel ou financier à cette mission qui portera à 2,500 le personnel multinational, dirigé par le Kenya et comprenant le Bénin, la Jamaïque, les Bahamas, le Belize, la Barbade, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Algérie, Canada, France, Allemagne, Trinité-et-Tobago, Turquie, Royaume-Uni et Espagne.

Pour leur part, les États-Unis sont le plus grand contributeur financier de cette mission, fournissant plus de 300 millions de dollars et jusqu'à 60 millions de dollars en équipements. Et nous poursuivrons nos efforts diplomatiques pour encourager davantage de pays à se joindre à cet effort, car ce qui se passe en Haïti compte pour ses voisins, la région et le monde.

Haïti est un pays extraordinaire, et le peuple haïtien mérite ce que tout le monde mérite partout : la sécurité, les opportunités et la liberté. Nous sommes enrichis par les immigrants haïtiens et les contributions des Américains haïtiens. Les États-Unis ont fourni et continueront de fournir une aide importante en matière de sécurité, d'aide humanitaire et de développement économique, y compris le ferme soutien de mon administration aux préférences commerciales avec Haïti » déclaration du Président américain Joe Biden le mardi 25 juin 2034 depuis la Maison Blanche. Le lendemain, 26 juin 2024, Ottawa avait répondu aux considérations des deux premiers acteurs du dossier - Etats-Unis et Kenya - en annonçant une enveloppe supplémentaire de 5.7 millions de dollars au Fonds spécial des Nations-Unies affecté justement à la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS).

On apprenait, en effet, que non seulement le Canada participe avec d'autres partenaires dans la formation des femmes et des hommes devant être déployés en Haïti, ce que nous savions déjà, mais en plus, il décide d'augmenter considérablement sa participation financière à la mission. C'est le ministre des Affaires Mondiales qui avait fait l'annonce par un communiqué. *« La ministre des Affaires étrangères, l'honorable Mélanie Joly, a annoncé que le Canada versera une somme supplémentaire de 5,7 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations-Unies pour la mission MAS en Haïti. Ce financement s'ajoute à l'octroi de 80,5 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale annoncé en février dernier. Ce nouveau financement soutiendra directement le déploiement de la mission MAS dirigée par le Kenya.*

Je suis heureuse d'annoncer ce financement supplémentaire qui contribuera à renforcer la Police nationale d'Haïti et, par le fait même, à rétablir la sécurité en Haïti. Je suis également heureuse que le déploiement de la mission MAS dirigée par le Kenya soit amorcé, car elle constitue une étape essentielle du rétablissement de la paix et de la prospérité dans le pays. Le Canada se réjouit de collaborer avec le Kenya, ainsi qu'avec d'autres partenaires internationaux, pour soutenir le secteur de la sécurité en Haïti. En plus des 5,7 millions annoncés aujourd'hui, le Canada avait auparavant alloué 12,5 millions de dollars à l'appui de trois projets qui contribueront à renforcer la PNH et à améliorer les conditions de sécurité pour la population civile en Haïti. Ces montants sont répartis comme suit : 5 millions de dollars par l'entremise de la Corporation commerciale canadienne pour soutenir le programme de formation tactique spécialisée de la Police nationale d'Haïti; 4 millions de dollars à l'Organisation des États Américains pour son programme Sécuriser le commerce maritime et terrestre en Haïti; 3,5 millions de dollars à l'Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime pour son programme de contrôle des conteneurs en Haïti.

Ces trois projets sont financés dans le cadre d'un investissement de 100 millions de dollars destiné à la PNH qui avait été annoncé par le Premier ministre Justin Trudeau en mars 2023 », termine le communiqué. Comme on le voit, ce projet avait mis du temps pour passer à sa phase de réalisation. Les dirigeants haïtiens de Transition, en dépit qu'ils soient l'une des parties prenantes et surtout les demandeurs, puisque officiellement c'est Port-au-Prince qui sollicitait l'aide de la Communauté internationale, auraient dû être au centre de tout ce qui se fait avant, pendant et après le déploiement des troupes et même l'un des donneurs d'ordre pour toute la durée de la mission. Une mission d'ailleurs, que personne, même pas eux, n'est en mesure de connaître la suite, voire quand elle prendra fin. Malheureusement, la réalité est tout autre. Ils ont été mis à l'écart de toutes grandes décisions et de l'avancée du dossier jusqu'au moment où Washington finit par donner le *« Go »*, le top départ ou le feu vert à Nairobi. **(A suivre)**

C.C

La police britannique arrête le journaliste Richard Medhurst au nom de la "loi sur le terrorisme"



Richard Medhurst, un sévère critique d'Israël, a été arrêté et détenu pendant 24 heures à l'aéroport d'Heathrow, à Londres.

Le journaliste syro-britannique Richard Medhurst a été arrêté et détenu 24 heures à son arrivée à l'aéroport d'Heathrow au début du mois, a-t-il annoncé le 20 août. M. Medhurst a déclaré sur les réseaux sociaux que six policiers l'attendaient à sa descente d'avion à Londres le 15 août, ajoutant qu'il avait été interrogé en vertu de l'article 12 de la loi sur le terrorisme. *« Je crois être le premier journaliste à être arrêté en vertu de cette disposition de la loi sur le terrorisme. J'estime qu'il s'agit d'une persécution politique qui entrave ma capacité à travailler en tant que journaliste »*, a expliqué M. Medhurst.

L'article 12 de la loi britannique sur le terrorisme stipule notamment qu'une personne "commet une infraction" si elle invite à "soutenir une organisation interdite", si elle "exprime une opinion ou une croyance qui soutient une organisation interdite", si elle "organise, gère ou aide à organiser ou à gérer une réunion dont elle sait qu'elle vise à soutenir une organisation interdite" ou si elle "s'adresse à une réunion et que le but de son discours est d'encourager le soutien à une organisation interdite ou de faire progresser ses activités".

D'autres journalistes britanniques auteurs de reportages critiques sur la politique étrangère d'Israël, du Royaume-Uni et des États-Unis ont également été détenus et harcelés à leur retour dans leur pays d'origine, notamment Kit Klarenberg, qui a collaboré à The Cradle, et Vanessa Beeley, bien connue pour ses reportages en Syrie pendant la guerre de changement de régime soutenue par les États-Unis et Israël [Ndt : ainsi que Craig Murray, ancien diplomate, enseignant et journaliste écossais, pour avoir participé à une manifestation en soutien à Gaza à Reykjavik, arrêté dans un aéroport de Londres à son retour d'Islande].

Richard Medhurst est né à Damas. Il est très suivi sur X, anime une émission télévisée hebdomadaire sur Press TV et contribue régulièrement à Russia Today (RT) et au Black Agenda Report. Alors que le génocide israélien des Palestiniens de Gaza se poursuit, les voix critiques à l'égard des atrocités israéliennes sont de plus en plus muselées.

Le 7 août, le FBI a perquisitionné le domicile du journaliste américain et ancien inspecteur en désarmement de l'ONU Scott Ritter, qui collabore à RT et critique sévèrement la politique américaine en Ukraine et avec Israël.

La perquisition au domicile de Scott Ritter a eu lieu 24 heures après qu'il eut déclaré, lors d'une interview avec le juge Andrew Napolitano, que des Israéliens juifs religieux citaient le Talmud pour justifier la sodomie et la torture de détenus palestiniens dans le tristement célèbre camp de détention de Sde Teiman.

Le 16 août, Meta, la société mère de Facebook et d'Instagram, a définitivement banni The Cradle de ses plateformes de réseaux sociaux pour avoir prétendument violé les directives communautaires en "faisant l'éloge d'organisations terroristes" et en se livrant à une "incitation à la violence".

"Personne ne pourra voir ni trouver votre compte, et vous ne pourrez pas l'utiliser. Toutes les informations vous concernant seront définitivement supprimées", peut-on lire dans le message accompagnant l'interdiction sur Instagram, où The Cradle avait dépassé les 107 000 followers et accumulé des millions de vues.

Le 20 août, Elon Musk a interdit le compte du célèbre comédien égyptien Bassef Yousef sur X. Yousef a un grand nombre de followers et est apparu sur de multiples médias grand public, se prononçant contre les atrocités israéliennes à Gaza et soutenant les Palestiniens.

The Cradle 21 Août 2024
Traduction: Spirit Of Free Speech

Nicaragua : Combat dans le domaine de la mémoire et du panoramique



Par Ramón Pedregal Casanova

« Ici, personne ne se rend ! » a crié le capitaine du Granma après avoir débarqué dans l'est de Cuba et fait face à l'attaque de l'armée de Batista. *« Ici, personne n'abandonne ! »*, a crié le président Daniel Ortega au début du 45e anniversaire du triomphe de la Révolution.

L'un des comportements les plus admirables de l'être social est l'intérêt de connaître ce qui s'est passé jusqu'au moment où l'on vit, et au Nicaragua, qui est l'un des principaux piliers de l'éducation citoyenne, c'est le progrès patriotique. Je l'ai vu à Cuba, je l'ai vu au Venezuela.

L'impulsion de l'Histoire de libération, de lutte contre l'impérialisme et de triomphe, signifie être conscient de la valeur qui n'est pas cotée sur le marché américain, et qui change tellement la vie, qu'elle cimente, qu'elle construit l'amour qui forme l'avenir d'identité. Au Nicaragua, nous honorons, nous célébrons, nous éduquons, car il n'y a rien de mieux pour que la nation soit forte que l'épi ne perde aucun grain, que du pain et des livres soient disponibles dans la maison, que tout soit disponible.

Les soutiens et l'action quotidienne, c'est un principe nécessaire et c'est ainsi que se déroulent les célébrations à une date de tant de choses vécues, car les vies offertes pour faire grandir les autres deviennent des compagnes exemplaires, un exemple, dignes.

Au Nicaragua, une question qui est sur la table est la pauvreté, l'inquiétude, la détermination, les engagements politiques pour l'enterrer, les jeunes sandinistes le sachant, unissant les efforts qui bloquent leur chemin, rendant impossible leur retour et leurs cancers, l'ignorance, l'esclavage, la division, faim. Vous investissez dans la journée pour que celle de demain grandisse, la famille est le lieu, la communauté est le lieu, le pays est le lieu pour rendre impossible le passé de Somozante, qui est l'ennemi de la famille, de la communauté et du pays. Un exemple clair de ce qui est dit ici est la célébration de la bataille de Pancasán, où les héros se reposent et où le peuple les embrasse. Cette année, je ne pourrai pas être là, mais je continuerai dans la chanson comme le fera un autre Nicaraguayen ce jour-là tout en étant obligé d'accomplir d'autres tâches.

Le président Daniel l'a dit le 19/45 : « *Personne n'abandonne ici* ! »

Résumé latino-américain,
26 Août 2024

Un tribunal ordonne aux employés ferroviaires canadiens de mettre fin à leur grève



Les membres de la Conférence ferroviaire canadienne Teamsters manifestent devant le siège social de la CPKC à Calgary, en Alberta, le vendredi 23 août 2024. (La Presse Canadienne/Jeff McIntosh)

Le Conseil des relations industrielles du Canada a ordonné le retour au travail des cheminots en grève et a imposé un arbitrage exécutoire pour résoudre les conflits de travail dans les deux plus grandes entreprises de fret du pays.

Les grèves ont débuté le 22 août avec le licenciement de près de 10 000 travailleurs affiliés au syndicat Teamsters Canada (TCRC) des entreprises de transport du Canadien National (CN) et du Canadien Pacifique Kansas City (CPKC).

Les chemins de fer jouent un rôle crucial dans l'économie, le CPKC et le CN transportant plus d'un milliard de dollars canadiens (730 millions de dollars américains) par jour et transportant des milliards de dollars de fret entre les États-Unis et le Canada chaque mois.

Le gouvernement du premier ministre Justin Trudeau a rapidement renvoyé les conflits de travail au Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) pour les résoudre par arbitrage.

Le syndicat respectera la décision du CCRI

Le Conseil a ordonné que la grève prenne fin le 26 août prochain. Le syndicat des Teamsters a déclaré qu'il respecterait la décision mais qu'il ferait appel devant la Cour fédérale.

Le conflit entre les travailleurs et le CPKC porte sur des questions de sécurité liées à la fatigue due aux longues heures de travail, ce qui signifie des conditions dangereuses pour les équipes des trains.

Le CN s'est dit « *déçu de ne pas parvenir à un accord à la table de négociation »*, tout en saluant l'ordonnance du tribunal indépendant qui *« met fin à l'incertitude qui a un impact négatif sur les chaînes d'approvisionnement depuis des mois »*.

Les compagnies ferroviaires et leurs employés reprendront leurs activités dès que possible », a déclaré le ministre du Travail Steven MacKinnon dans X.

Aporrea News 25 Aout 2024

Le 14e gouvernement iranien continuera à soutenir la Palestine et la Résistance



Khalil al-Hayya, chef adjoint du mouvement de résistance palestinien Hamas et le ministre iranien des Affaires étrangères (D) s'entretiennent au téléphone, le 27 août 2024. ©MFA

Khalil al-Hayya, chef adjoint du mouvement de résistance palestinien Hamas, s'est entretenu au téléphone, mardi 27 août, avec le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araqchi, de la guerre dans la bande de Gaza et des derniers développements liés aux négociations en vue d'un cessez-le-feu dans le territoire assiégé.

Lors de cette conversation téléphonique, le membre du Bureau politique du Hamas et responsable des relations arabo-islamiques du mouvement palestinien, a félicité M. Araqchi pour sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères de la RII.

Al-Hayya a brossé un tableau clair des derniers développements liées aux pourparlers de trêve à Gaza, des récents crimes du régime sioniste dans les territoires palestiniens ainsi que des tentatives du régime visant à judaïser la mosquée Al-Aqsa.

Rendant hommage aux efforts du ministre martyr Amir-Abdollahian en soutien à la résistance du peuple palestinien, le haut membre du Hamas a souligné que « *le peuple palestinien est reconnaissant à la RII pour son soutien permanent aux idéaux de la Palestine et à sa résistance face aux crimes des sionistes* ».

De son côté, le chef de la diplomatie iranienne a remercié al-Hayya pour son appel téléphonique, sans manquer de dire que l'approche du gouvernement iranien en soutien au peuple opprimé de la Palestine et à la Résistance se poursuivrait avec force sous le mandat du 14e gouvernement. *« La RII soutient tout accord en vue d'un cessez-le-feu et de la fin de la guerre à Gaza, à condition qu'il soit accepté par le peuple palestinien et les groupes de résistance dont le Hamas »*, a noté M. Araqchi.

Il a salué 11 mois de résistance de la population de Gaza et des combattants de la Résistance face aux crimes du régime sioniste, soulignant que « la victoire finale appartiendra au peuple palestinien » et que « la RII demeurera à ses côtés jusqu'à la fin ».

PressTV 28 Août 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

EVENTS

ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE! BRIMFIELD IS HERE – ALL SHOWS! September 3-8. New shows open daily! Visit www.brimfieldantiqueweek.com. 2025 dates: May 13-18, July 8-13, September 2-7.

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All

L'Ukraine s'avère un outil utile pour les impérialistes de l'OTAN en Afrique



L'impérialisme français a été chassé du Sahel. Le régime de Kiev en Ukraine tente d'aider Paris à y revenir.

Par G. Dunkel

Selon les rapports des médias d'entreprise, l'Ukraine utilise ses forces spéciales pour attaquer la mission de soutien russe en Syrie et fournit des renseignements essentiels aux mouvements réactionnaires qui tentent de démanteler le Mali dans la région du Sahel en Afrique. (thehillcom, 2 juillet)

L'implication de la Russie en Syrie remonte à septembre 2015, lorsque le gouvernement de Bachar al-Assad a demandé un soutien militaire contre l'intervention des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN utilisant des réactionnaires (comme le soi-disant État islamique ou Al-Qaïda) pour tenter de renverser le gouvernement de Damas. La Russie a une mission de formation dans le nord-ouest de la Syrie et une base navale dans le port syrien de Tartous, qu'elle a commencé à agrandir en 2022.

L'impérialisme américain a toujours environ 1 000 soldats stationnés en Syrie, principalement basés dans des zones du nord-est proches de la frontière irakienne où se trouvent la plupart des réserves de pétrole du pays et où la population est majoritairement kurde. L'utilisation des forces spéciales ukrainiennes pour harceler la mission de soutien russe permet à Washington de réduire les risques qu'impliquerait une confrontation directe entre les forces américaines et russes.

Mali et Sahel

L'impérialisme français, ancien dirigeant colonial d'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, a commencé son intervention militaire directe au Mali en 2013 lorsque les séparatistes du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ont pris le contrôle de Kidal, Gao et Tombouctou, grandes villes du nord. (L'Azawad est le nom que donne le MNLA à la partie nord du Mali, qui se trouve dans le désert du Sahara.)

Le MNLA, qui a commencé comme un mouvement représentant le peuple touareg vivant dans le nord du Mali, a conclu une alliance avec Ansar Dine, une filiale d'Al-Qaïda. Il y a eu beaucoup de manœuvres politiques entre le MNLA, le gouvernement malien, la France et des groupes locaux similaires.

La France est l'ancien suzerain colonial du Mali et de ses voisins – l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée (Conakry), le Sénégal et la Mauritanie. Les troupes françaises qui composaient leurs forces d'intervention n'ont pas réussi à contenir ces groupes qui attaquaient le gouvernement malien. L'armée française a agi avec une telle arrogance – comme si le Mali était toujours une colonie == que les Maliens ont demandé à la France de partir immédiatement en février 2022.

Le gouvernement français a retardé son départ, a essayé d'attendre un changement de gouvernement, puisque le gouvernement malien qui leur a demandé de partir était le résultat d'un coup d'État militaire. Les Français ont retardé et sont partis complètement en août.

En 2021, le gouvernement malien avait engagé le groupe Wagner, une société militaire privée russe, pour assurer la formation de ses forces armées et la sécurité des fonctionnaires du gouvernement, tâches que les forces françaises négligeaient.

Après le départ des Français, les forces armées maliennes et le groupe Wagner ont généralement mené des opérations conjointes.

Des soldats du groupe Wagner et des forces armées maliennes opéraient à la frontière algérienne près de la commune de Tinzaouaten fin juillet lorsqu'un groupe d'insurgés leur a tendu une embuscade, faisant des dizaines de morts, de blessés ou de prisonniers parmi les forces maliennes et Wagner, et les insurgés prenant le contrôle de la commune.

Andriy Yusov, le porte-parole des renseignements militaires ukrainiens, s'exprimait à la télévision ukrainienne lorsqu'il a évoqué l'implication possible de Kiev : « *Le fait que les rebelles aient reçu les données nécessaires pour mener à bien une opération contre les criminels de guerre russes a été observé par le monde entier. Bien entendu, nous ne divulguerons pas les détails.* » (Al Jazeera, 8 août)

Certains analystes de la sécurité ayant une connaissance approfondie des attaques ont déclaré que les forces ukrainiennes auraient pu fournir une formation limitée aux combattants touaregs, leur apprenant à utiliser des drones, à larguer des engins explosifs improvisés et à lancer des attaques au mortier.

L'Ukraine s'avère être un mandataire très utile pour les impérialistes européens et américains.

Workers World 23 Août 2024

YON BATRI LITYÒM-IYON POU YON BISIKLÈT ELEKTWONIK TE DETWI TOUT MAGAZEN SOU YON KAFOU.

FIRE DEPARTMENT CITY OF NEW YORK

fdnysmart.org

Aprann kijan pou rete an sekirite

Depans Medicare yo twò chè? Gen fason pou peye mwens!

Pwogram Medicare la, (MSP) ede moun peye pou depans Medicare yo, epi pafwa ekonomize jiska $7,000 pa ane.

Depans ki ka kouvri yo nan lis anba:

- Pati A — pou moun ki pa kalifye pou jwenn li gratis
- Pati B — se pou ko-asirans epi ko-peman
- Pati D — pou preskripsyon medikaman

Pou wè si ou kalifye rele Aging Connect 212-AGING-NYC (212-244-6469) epi mande pou enfòmasyon (HIICAP), Health Insurance Information, Counseling And Assistance Program.











This project was supported by the Administration for Community Living (ACL), and U.S. Department of Health and Human Services (HHS). The contents are those of the author(s) and do not necessarily represent the official views of, nor an endorsement, by ACL/HHS, or the U.S. Government.